

le monde
libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérent de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde **libertaire**

ÉTAT D'URGENCE

Énergie, Transports, Services postaux,
Télécommunications...



Photo Daniel Maunoury



Dossier
Analyses des émeutes

Défendre
et reconquérir
les services publics

SNCF
Le rail se rebiffe

Manifestation
samedi 19 novembre
13 h 30 – place d'Italie – Paris

M 02137 - 1416 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Tant qu'ils brûleront des bagnoles, on enverra des flics.
Moi je pense qu'il faut un mouvement social, qui peut
brûler des voitures, mais avec un objectif. »

Pierre Bourdieu

hebdo n° 1416

du 17 au 23 novembre 2005

#0 P 2520

Sommaire

Défendre et reconquérir **les services publics**, par Virginie Benito, page 4

L'autruche persifle tous azimuts, par F. Ladrissé, page 6

Brèves en lutte, page 7

Les cheminots montent au créneau, par Julien, page 8

Pas de justice, pas de paix, communiqué du Secrétariat aux relations extérieures de la FA, page 9

Brève de comptoir à Ivry, explications, par Laurent Fouillard, page 10

« **Fracture sociale** » ou **fracture totale ?**, par J.-P. Garnier, page 11

Après les émeutes..., par Fred de Besançon, page 13

Hipponyme et copronyme en banlieue, par Jacques Langlois, page 14

Ça flambe!, par Laurent du groupe de Strasbourg, page 16

Rubrique internationale du « racisme ordinaire », par Patrick Schindler, page 17

Palestine, solidarité concrète, par Geneviève Coudrais, page 18

Mateo Alaluf de l'Université libre de Bruxelles, interview par Hertje, page 19

Allain Leprest, le chanteur et ses bonnes nouvelles, propos recueillis par Frédo Ladrissé, page 21

Au sujet de la vieillesse ardente, par Marielle Giraud, page 24

Ici l'ombre, Chroniques alternatives, page 25

Vie du mouvement, Radio libertaire, page 26

Agenda, page 27



BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France

et DOM-TOM

○ 20 €

○ 38 €

○ 61 €

Étranger

○ 27 €

○ 46 €

○ 77 €

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ○ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Éditorial



Les médias, « aveuglés » par ce qui se passe dans les banlieues parisiennes et ailleurs, ont beau jeu de passer sous le coude ce qui se passe dans le monde du travail. Pourtant, si la grève de la RTM a repris ce dernier week-end à Marseille, le gouvernement s'attaque à la légitimité de la grève du 21 novembre. Le président de la SNCF (Louis Gallois) a même qualifié d'« artificiel » le motif invoqué par les principaux syndicats pour déposer leur préavis pour lundi prochain. Comme pour Marseille, combattre les dangers de la privatisation n'est pas (selon les énarques qui nous régèment) dans le rôle du syndicalisme; celui-ci devrait se contenter de revendications salariales.

La manifestation du 19 novembre serait-elle aussi illégale? Faudrait voir. Une mobilisation générale pour la défense du service public ne traite pas de question de salaires, mais conserve un caractère syndical. Donc deux poids deux mesures. Dans ce panorama social, où faut-il voir la vérité, où faut-il espérer dans l'avenir?

Où alors faut-il, comme l'écrit judicieusement Françoise Blum dans un quotidien hexagonal de l'après-midi, penser que les médias dictent la réalité à la réalité? Qu'une grève n'est « légitime » que si elle passe au « 20 heures ». Faut-il faire preuve de « menaces criminelles » pour accéder aux étranges lucarnes? L'actualité et puis après? C'est là tout le problème!

Demander la démission d'un ministre, tout le monde le fait dans les couloirs, mais ces « gamins » le font dans la rue. En fait, comme l'écrit la précitée « il ne s'agit pas d'une révolte ouvrière, mais d'une révolte d'enfants de la classe ouvrière ».

Les aïeux des jeunes français issus de l'immigration ont été recrutés par les entreprises françaises pour reconstruire la France après la Libération. « Logés » dans des bidonvilles, ils ont édifié les HLM où sont parqués leurs descendants et d'autres! Question insertion sociale, ce n'est pas l'espérance d'une nouvelle vie.

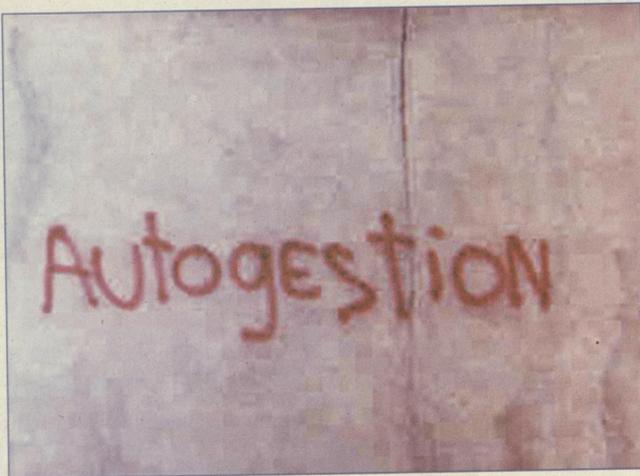
Demandez donc à ceux qui, à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois, sont « embauchés » pour des missions de quelques mois et sont remplacés par des ouvriers d'origine française!

Bon, à part tout cela? Les expulsions parisiennes sont encore malheureusement à l'esprit. Rue de la Fraternité dans le 19^e arrondissement, l'immeuble anciennement occupé est déjà en vente. Paraîtrait que c'est un loft pour des artistes! Leur monde du marché poursuit son cours, à nous d'enrayer la machine!

Services publics Ni privatisation ni étatismisme Socialisation

Alex

Groupe libertaire d'Ivry



LES SERVICES PUBLICS, initialement conçus pour la mise en œuvre des valeurs fondamentales portées par la révolution de 1789, s'apparentent à une forme hybride de collectivisation – sous le contrôle de l'État – qui n'a toutefois pas remis en cause la propriété privée.

Après avoir longtemps été utilisés comme des instruments de régulation au service du capitalisme, les services publics sont aujourd'hui victimes de l'expansion de ce dernier, avec leur libéralisation programmée (définie par l'AGCS : Accord général sur le commerce et les services).

Les dégâts des privatisations ne sont plus à démontrer : non seulement le service rendu est mécaniquement diminué du montant des profits des entreprises (cas de la distribution de l'eau), mais l'accès à ce service est conditionné par les capacités de payer de l'usager.

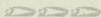
Peut-on pour autant défendre le service public d'État? Assurément non! La structure hiérarchisée de l'État s'est empressée de ser-

vir ses propres intérêts : ainsi, le choix du nucléaire répond avant tout à des intérêts militaires, dont le prix à payer est la surproduction d'électricité, la prolifération de déchets radioactifs, la captation des crédits de recherche, etc.

Le service public s'est aussi largement plié aux exigences du capitalisme : politique du logement (spéculation, ségrégation urbaine), politique de transport favorisant le tout-routier, etc.

Si les services publics ont permis de mutualiser certains risques et d'apporter une amélioration apparente du niveau de vie, celle-ci s'est faite sur un modèle non soutenable : si tous les humains vivaient comme nous, il faudrait trois planètes pour satisfaire leurs besoins! (source : rapport WWF 2002, « Empreinte écologique de la France »).

Dans la lignée du productivisme étatique d'hier, le capitalisme se nourrit du déchaînement aveugle des forces productives, dont les conséquences sur la biosphère menacent directement l'espèce humaine.



Notre niveau de vie ne peut se maintenir qu'au prix de lourdes hypothèques sur l'avenir. Le modèle de développement capitaliste s'accompagne de l'épuisement rapide des ressources et de l'explosion de la production de déchets (pollution de l'eau, de l'air, des aliments, etc.).

Les progrès techniques ne peuvent pas suivre l'accélération de la demande notamment dans les pays dits « émergents » qui prennent nos sociétés de consommation pour modèle. Les êtres humains sont pour la première fois de leur histoire la cause d'un bouleversement planétaire, le réchauffement climatique, porteur de changements rapides qui menacent à moyen terme notre survie. Politiquement, ce développement passe par l'asservissement des populations, l'accès aux matières premières justifiant toutes les exploitations et toutes les guerres.

Aujourd'hui, les partis politiques et la quasi-totalité des syndicats n'ont ni la capacité ni la volonté de se projeter en dehors du système capitaliste de production: tous ceux-là continuent à nous vendre de la croissance! Vous voulez des miettes plus grosses? Laissez-nous augmenter la taille du gâteau. Ben, voyons! La biosphère ne peut déjà plus absorber leur glotonnerie: que ce soit par la contrainte ou par choix, nous n'échapperons pas à la décroissance...

Ce que nous entendons par décroissance, c'est d'abord le recentrage de l'activité humaine sur les besoins fondamentaux des individus qui résulte de l'ajustement permanent entre les besoins exprimés par les individus et les efforts qu'ils sont prêts à consentir pour les satisfaire.

Pour faire disparaître les nombreuses activités nuisibles liées au capitalisme (le coût des instruments et agents de contrôle dans les transports publics représente à peu près celui du billet!), nous devons nous débarrasser de l'esclavage du salariat. Il n'y aura pas d'utilisation économe des ressources et de la dépense d'énergie humaine sans décroissance.

Dans une société libre, les services publics participent à construire l'égalité économique et sociale. Leur fondement est de garantir l'accès égalitaire des membres d'une société aux biens et services qu'ils jugent essentiels ou utiles (selon le degré de socialisation), c'est-à-dire l'eau, la nourriture, le logement, l'éducation, les services à la personne, la santé, les communications, l'énergie, les transports, la culture, etc.

Pour cela, leur fonctionnement passe impérativement par l'autogestion, c'est-à-dire la gestion par les travailleurs et les usagers eux-mêmes, sans État, ni hiérarchie ni patrons.

À la concurrence et à la compétitivité, nous opposons la solidarité et l'entraide.

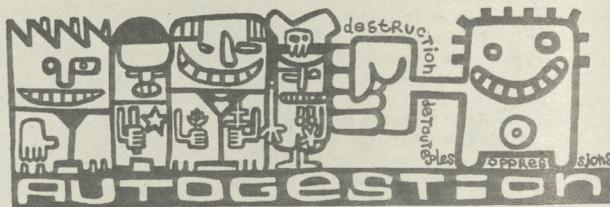
Construisons la grève générale expropriatrice et autogestionnaire!

Travailleurs et usagers, gérons les services publics nous-mêmes! **A**

Défendre et reconquérir les services publics

Virginie Benito

Groupe de Rouen



Défendre les services publics quand on est anarchiste peut paraître une contradiction, tant l'idée même de service public est liée à celle de l'État républicain.

Il nous faut redonner à cette notion la valeur d'un outil au service de l'intérêt général, permettant un égal accès à tous, et mettre en évidence le rapt opéré par l'État sur ce qui n'était auparavant qu'un réseau de solidarité aux mains des travailleurs.

Rapt qu'aujourd'hui, l'État s'apprête à offrir au privé, dans une course à la libéralisation effrénée.

Qu'est-ce que le service public ?

C'est tout ce qui vise à la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux (accès à l'eau, à l'électricité, aux transports, à l'éducation, aux soins, poste, communication, etc.). Il s'inscrit dans un cadre de solidarité sociale (Sécurité sociale, système de retraites, assurance chômage), tous participant au bien commun par le biais de l'impôt. Ce service, quand il fonctionne, permet une relative égalité sur le territoire, quels que soient les revenus et les conditions de chacun, isolement, âge, éloignement géographique...

Du contrôle ouvrier à l'étatisation

La contradiction réside dès l'origine dans la revendication des travailleurs à ce que l'État prenne en charge les relations et les besoins sociaux.

Auparavant, les services publics existaient sous forme de Bourses du travail, caisses de secours mutuelles, assurances sociales, coopératives de production et de distribution, créées dans la deuxième moitié du XIX^e siècle...

Progrès social, fruit d'un rapport de force et d'une lutte incessante pour améliorer les conditions de vie et se rapprocher de l'idée de solidarité et d'intérêt général, ils sont l'objet d'un abandon progressif par les travailleurs.

Une rupture historique s'est effectuée par l'étatisation de ces structures et la perte de contrôle exercé par les ouvriers. D'abord, après la guerre de 1914-1918, où l'État voit dans les services publics le moyen de se substituer aux mécanismes du marché défaillants. Il n'y a donc plus de revendication du droit. Puis, après la crise de 1929, où Keynes met l'État-providence au centre de la gestion de

l'économie, du progrès et des services publics, qui sont alors utilisés comme outils de régulation du capitalisme. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, il y aura de nouveaux acquis comme la Sécurité sociale, notamment grâce au Conseil national de la Résistance, face auquel la bourgeoisie a dû faire d'importantes concessions. Mais cette dernière s'est rendue compte qu'elle en profitait elle-même et que ces avancés étaient nécessaires pour maintenir une certaine cohésion sociale.

La bureaucratisation des syndicats et leur division a accentué la perte de contrôle des travailleurs, mettant à la tête de ces structures à gestion paritaire des « professionnels de la gestion » qui leur permettaient ainsi à la fois de maintenir une place dans les négociations avec l'État, de contrôler les ouvriers en les cantonnant dans un rôle d'usagers-consommateurs et de s'assurer quelques bonnes places. L'exemple de la Sécurité sociale, réformée en 2003, montre que d'une gestion assurée après guerre par les syndicats (75 % des sièges au CA), on est passé au paritarisme en 1967, puis à la suppression pure et simple des élections.

Protester radicalement face à la privatisation

Aujourd'hui, les services publics en réseau au niveau européen sont nommés « services économiques d'intérêt général », et sont considérés comme des activités économiques soumises, pour la Commission, aux règles relatives au marché intérieur, à une obligation de rentabilité et à la concurrence au niveau communautaire.

Le processus de déréglementation a commencé avec les télécommunications et s'est étendu avec La Poste, le rail, aujourd'hui l'énergie. Les autres services publics, dits « d'intérêt général », sont aussi menacés dans le cadre de l'AGCS (Accord général sur le commerce des services) dont les négociations ont été largement devancées par les directives européennes. Ces accords ont été signés par des responsables de gauche et de droite. Il faut se rappeler l'accord sur la privatisation de la SNCF et d'EDF-GDF signé par Jospin à Barcelone en 2002.

Récemment, la scandaleuse affaire de la SNCM, vendue pour une bouchée de pain, a mis en évidence le rapt opéré par l'État et le cadeau fait à ses amis du Medef. La collusion entre les dirigeants politiques et économiques est totale et le totalitarisme n'est pas loin.

Avec la privatisation des services publics, l'appauvrissement et la déculturation d'une partie importante de la population vont s'accompagner de risques pour la santé et la sécurité liés à la recherche du moindre coût et la rentabilité.

Rappelons-nous les accidents de train en Angleterre après la privatisation du secteur ferroviaire, les millions de personnes privées d'électricité aux États-Unis, au Canada, en Italie, en Suède.

Quelles luttes ?

La remise en cause du droit de grève exercée par le gouvernement vise à interdire la possibilité au personnel de défendre l'existence même des services publics, dans des secteurs avec de forts bastions syndicaux et une tradition de lutte. C'est donc l'ensemble des salariés, chômeurs, usagers qui doivent se mobiliser et dépasser le cadre national. Concernant les services publics, la simple résistance ne suffit pas. Elle est certes nécessaire mais ne doit pas occulter les importantes inégalités maintenues par les services existants (absence de gratuité, discrimination pour l'accès aux droits, coupure d'électricité, reproduction sociale à l'école, etc.) ainsi que la technocratisation de la gestion de ces services.

L'autogestion au cœur du débat

Les anarchistes ont toujours posé la question de la gestion des entreprises, de l'organisation et des services. Tout comme la gestion directe

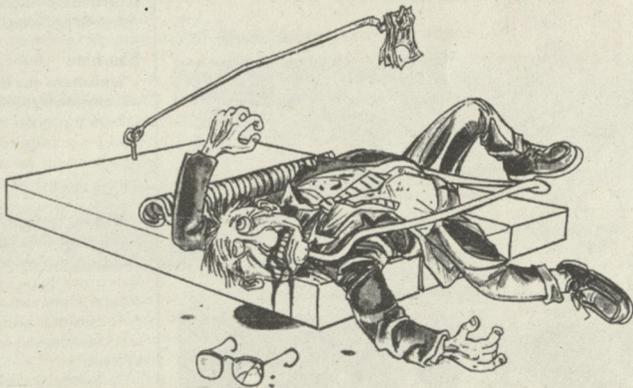
dans les usines, nous devons mettre en avant la réappropriation du contrôle des services publics par le personnel et les usagers que nous sommes tous. La définition des besoins par les usagers eux-mêmes et l'adéquation de l'offre permettent de se poser les questions globales de développement, respect de l'environnement, redistribution des richesses, proximité, accessibilité, facilitation des démarches et formation de personnel. S'en remettre à l'État, c'est forcément s'en remettre à cette économie de marché où les services n'existent que comme simple marchandise, et c'est accepter l'abandon de tout un pan de décisions essentielles à la vie de la société. L'autogestion est le seul moyen de faire coïncider les besoins et les droits individuels et collectifs en résultant chacun à la fois dans un rôle d'usager et dans un rôle de gestionnaire.

À nous de défendre les services publics et de dépasser la simple résistance en affirmant la nécessaire réappropriation.

V. B.

**NE PERDONS PAS NOTRE
VIE A LA GAGNER**

LE TRAVAIL PAIE ? LE TRAVAIL TUE !



**MARRE DE GACHER SON TEMPS
POUR LE BENEFICE D'EXPLOITEURS**

**LE TRAVAIL DOIT ETRE LIBRE !
LES MOYENS DE PRODUCTION A TOUS !**

Communiqué de presse
des Faucheurs volontaires

Le 4 NOVEMBRE 2005, le tribunal de Clermont-Ferrand a rendu son verdict sur l'affaire du fauchage de maïs transgénique du 27 août dernier à Nonette (63). Pour rappel de l'affaire, cf. le Monde libertaire n° 1407, 1408, 1409. Le principe de précaution n'a pas été retenu alors que le tribunal reconnaît lui-même que « l'innocuité totale des OGM pour l'environnement ne peut être affirmée scientifiquement ». Faudra-t-il comme pour la vache folle ou l'amiante attendre les premières victimes pour réagir? En ce sens le tribunal prend une lourde responsabilité en condamnant 12 des 15 faucheurs volontaires à un mois d'emprisonnement avec sursis et plus de 17 000 euros pour préjudice moral et financier et frais de procédure.

Par ailleurs, l'annulation des poursuites pour trois d'entre eux, accordée au titre d'une nullité de procédure, révèle bien l'inadéquation de la procédure de comparution immédiate pour juger d'une action collective non violente de désobéissance civique.

Malgré l'opposition massive de la population aux OGM, malgré la demande d'un moratoire et d'un débat public, la seule réponse de l'État reste une répression violente inacceptable et des condamnations civiles et pénales lourdes. Les faucheurs volontaires, par leurs actions, continueront de s'opposer aux diktats des lobbys semenciers producteurs d'OGM, et d'alerter l'opinion publique et les élus pour que des choix de société aussi essentiels que l'alimentation, la santé et l'environnement demeurent des biens communs et ne soient pas confisqués au nom d'intérêts financiers. De plus, les prévenus ont été condamnés à verser : pour Limagrain 272,12 euros de préjudice financier et 1 000 euros de préjudice moral pour Méristem ; 10 000 euros de préjudice moral pour l'agri, 1 489,74 euros de préjudice matériel et 1 000 euros de préjudice moral, 90 euros chacun de droit fixe de procédure, à cela s'ajoutent : 1 000 euros à chaque partie civile pour frais de procédure soit 17 031,86 euros en tout, etc.

Source : CNT



Quand l'autruche éternue...

Ligne de mire

« On gère les choses pas trop mal. Tout le monde est sur ma ligne. » Sarkozy.

Prononcée au moment où les émeutes atteignent leur paroxysme, cette phrase prouve assez le degré d'aveuglement, d'incohérence et d'inconscience du futur présidentiable. Sur sa ligne, vraiment, la jeunesse des quartiers? Dans sa ligne de mire, plutôt. Mais, suis-je bête : pour Sarko, « tout le monde » se réduit aux trois, quatre ministres qui comptent, dans ce gouvernement de fin de règne : de Villepin, Breton, Borloo et Azouz Begag. Azouz qui?

Intégration

« L'entreprise, c'est le meilleur lieu d'intégration qu'on puisse imaginer, peut-être encore plus que les équipes de foot ou les groupes de rock'n'roll. » Laurence Parisot, du Medef.

L'entreprise, c'est le chômage de masse, la précarité pour les jeunes (et les moins jeunes), la discrimination à l'embauche, l'exploitation, l'humiliation... Par ailleurs, on n'a jamais vu un groupe de rock virer 1 200 de ses membres, ni une équipe de foot délocaliser en Asie.

Autiste

« La Constitution européenne n'entrera donc pas en vigueur, car elle n'était pas assez de gauche pour les gauchistes, et pas assez de droite pour les droitistes. » Philippe Val, autiste triste.

Ça, c'est de l'analyse politique... Combien est payé ce type pour radoter à la radio ce qu'il a entendu le matin au bistrot? Tout de même, bonne nouvelle : Kim-Il-Val n'est plus rédac' chef de Charlie hebdo. Mais, mauvaise nouvelle, il n'en continue pas moins de monopoliser l'édition.

Pashtoun

« Ma "Lettre ouverte aux enfants d'Europe" vient d'être publiée en chinois. » Strauss-Kahn.

Ça explique pourquoi on n'y comprend rien, à ce bouquin... Et le programme de monsieur le futur candidat à la candidature, il sera rédigé en pashtoun?

Bas-bleu

« Souhaitons que le gouvernement utilise le couvre-feu avec discernement et finesse. » Jospin.

Comment pourrait-on en douter? Le discernement n'est-il pas l'une des principales qualités de notre nationale police? La finesse ne constitue-t-elle pas la base, la quintessence de l'attitude de ces bas-bleus que sont les gendarmes mobiles?

Areva ce qui devait arriver

« S'agissant de la société Areva, l'ouverture du capital ne fait pas partie des projets de mon gouvernement. » Villepin.

Vous croyez qu'on a pas assez de pain sur la planche? Les projets de mon gouvernement c'est : privatisation d'EDF, des autoroutes, et de deux-trois petites choses comme ça. Le prochain gouvernement fera, bien entendu, ce qu'il veut. Mais attendez au moins que je sois à l'Élysée!

Punis deux fois

« Je vais siffler la fin de la récréation, et mettre les mômes au dodo, juste après la Star Ac'. » Raoul, maire UMP du Raincy, chaud partisan des couvre-feux.

D'abord la Star Ac', et ensuite direct au lit? Non à la double peine!

Frédo Ladrisse

(sources : France Info, France Inter, l'Express, l'Humanité, Libération, le Parisien)

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

« Paris » d'opinion



Un questionnaire concernant le « plan de déplacement de Paris » sera bientôt distribué dans toutes les boîtes aux lettres de la capitale. Objectif: permettre aux Parisiens de donner leur avis sur les transports collectifs ou sur certains projets, comme le tout-Paris à 30 km/h. Une enquête d'opinion comme sait si bien en mener la Ville, et qui a toutes les chances de rejoindre ses petites sœurs en haut d'une étagère. À noter: les banlieusards qui, c'est connu, ne se rendent jamais à Paris, ne pourront eux donner leur avis que par le biais d'internet. Comme c'est beau, la démocratie participative...

Portes ouvertes à enfoncer

Nous ne saurions trop conseiller aux habitants des banlieues chaudes de noter sur leurs agendas l'information suivante: le samedi 19 et dimanche 20 novembre, l'UMP tiendra ses journées portes ouvertes. L'occasion de rencontrer les dynamiques militants de ce jeune parti (180 000 adhérents, selon la place Beauvau, bigre! Encore ne sont-ils pas certains de ne pas avoir oublié, au passage, un zéro), de gagner un tee-shirt fluo de Sarko (parfait pour circuler la nuit, pendant le couvre-feu), et de vous décider enfin: sarkozyste ou de villepiniste?

Troc syndical

Syndicats majoritaires chez Hewlett-Packard, CGC et CFTC viennent d'accepter le principe d'une renégociation de l'accord sur les 35 heures, en échange du sauvetage de 250 emplois. Le plan originel prévoyait la suppression de 1 240 postes. C'est donc pour en sauver (temporairement) une poignée que les syndicats maison ont cédé au chantage de la direction. Que cette décision ne fasse pas, loin s'en faut, l'unanimité chez le personnel d'HP, ne semble guère troubler les permanents du syndicalisme de traîtrise, spécialistes du troc et du baissage de froc. Ce qu'on ne nous dit pas, c'est selon quels critères seront sélectionnés les 250 rescapés. Peut-être devront-ils accepter la semaine des 72 heures?

Nationalisations au Mali

Le Mali, l'un des pays les plus pauvres de la planète, a prié le groupe Bouygues

d'aller se faire f... et a nationalisé ses réseaux d'eau et d'électricité; le géant français n'ayant pas réussi à remplir son contrat selon lequel il devait développer ces derniers et permettre une baisse des prix. Même si la nationalisation exclut les travailleurs et les usagers de la gestion directe des services publics, ce qui empêche la réelle satisfaction des besoins de tous, il reste intéressant de voir à quel point le secteur privé s'avère complètement incapable de le faire à l'heure où les privatisations vont « bon train » par chez nous.

La grève reprend à la RTM



Après avoir repris leur travail (forcé) suite au jugement du tribunal de grande instance, et avoir fait appel, les salariés de la Régie des transports de Marseille ont voté la reprise de la grève vendredi 11 novembre à main levée et à une large majorité: 17 % de circulation des bus seulement. Au dépôt de La Capelette, les syndicats ont apposé une pancarte portant la mention « 32 + 1 », en référence à la reprise du mouvement six jours après 32 jours de grève depuis le 4 octobre. La lutte sera sans doute encore et toujours difficile pour tout le monde, mais ça en vaut le coup. Bonne chance aux grévistes!

Boulogne-Billancourt



Ça va faire bientôt treize ans que les usines Renault de l'île Seguin et des berges, situées dans la banlieue ouest de Paris, ont fermé leurs portes. De ce symbole du mouvement ouvrier, on a voulu faire plein de choses diverses. De lofts pour bohèmes friqués à une fondation pour l'art contemporain, tous les projets avaient un point commun: l'effacement des luttes ouvrières de la mémoire collective. Ce n'est pas le comité d'experts réuni la semaine dernière sous la houlette de Sarkozy au conseil général des Hauts-de-Seine qui changera le cap! On associe trop Billancourt au mouvement communiste, du PC à

Jean-Paul Sartre. Il y avait aussi dans les années 1930 les camarades des Cercles syndicalistes lutte de classe et à la Libération la CNT. Mais dans le 92 du XXI^e siècle, pour les uns comme les autres, ça ferait tache d'encre!

Le PS en transe ?



Stupeur et tremblements convulsifs au Parti socialiste! Ségolène Royal arrive en tête, dans un sondage BVA, des présidentiables socialistes et cela bouleverse les brain-storming des tenants du changement dans le respect de la loi du marché. Juste avant le congrès du week-end prochain faut fissa resserrer les rangs pour la mise en orbite pour 2007. Un des principaux « lieutenants » de Fabius (Claude Bartolone) déclare même qu'il vouera aux gémonies les critiques du genre « flou et mou de la direction caoutchouc ». Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil! La politique a vraiment des côtés attachants, on se demande toujours pourquoi les anarchistes s'en mêlent.

Medef debout sur ses étriers

Là où auraient dû être les jeunes des banlieues, c'est devant le siège du Medef, la semaine dernière à Paris. Ça négocie dur sur la future convention de l'assurance chômage. Les représentants du patronat disent que tout va bien, que l'atmosphère est super chouette avec les partenaires sociaux. Eux disent que non, que le retour systématique aux contrats précaires n'est pas la solution au combat contre le chômage. Que des embauches fermes sont quand même mieux. Mais faut bien signer quand on est un syndicat représentatif. Alors qui s'y colle? Ça peut attendre, disent les chômeurs et les précaires!



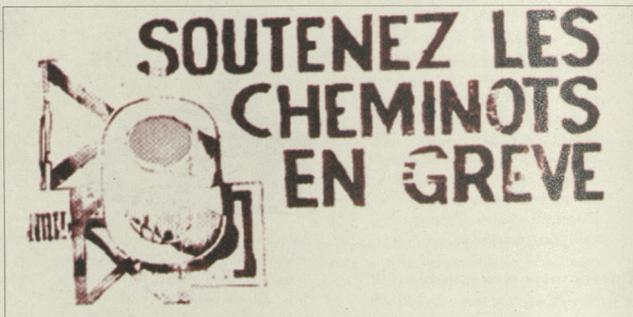
Brevés de combat

« Hardi les cheminots, ne foirez pas ! »

« LA GRANDE GRÈVE des prolos du chemin de fer qui se mijote depuis belle lurette – non seulement depuis des semaines mais encore des mois – va-t-elle enfin aboutir à quelque chose? » Cette question que se pose le Père Peinard dans son édition du 3 juillet 1898¹ où les deux phrases du titre barrent en grandes lettres noires la première page du journal anarchiste fondé par Emile Pouget, résonne aujourd'hui avec une troublante actualité.

Cette prochaine grève, les travailleurs du rail n'ont pas le droit de la rater. À l'appel des quatre organisations syndicales, CGT, SUD Rail, FO et FGAAC, un préavis de grève reconductible a été déposé à partir du 21 novembre à 20h dans tous les services et pour toutes les catégories de personnel de la SNCF. La fièvre monte depuis déjà plusieurs mois au sein du chemin de fer : circulation des premiers trains privés de la Connex, suppression de milliers de postes (en particulier aux guichets), sabotage du fret ferroviaire, filialisation et privatisation de pans entiers de l'entreprise publique, perte continue du pouvoir d'achat... La pression semble s'accroître depuis quelques mois et les cheminots ne sont pas dupes : après France Télécom, Air France, les autoroutes, la SNCM, EDF ou encore la Régie des Transports de Marseille, le chemin de fer, dernier grand service public à ne pas être passé à la moulinette de la privatisation, se retrouve aujourd'hui dans le collimateur des capitalistes et des financiers en quête de nouveaux marchés et de gros profits.

Dans ce contexte, la Connex fait figure d'épouvantail, mais ne nous trompons pas, au-delà du symbole, elle n'est que l'arbre cachant la forêt de dizaines d'autres entreprises privées ou fonds d'investissement qui attendent patiemment le signal du dépeçage. Premiers trains privés à Dugny-sur-Meuse puis à Épinal, grève des transports urbains de Nancy, grève des marins de la SNCM et des tramways de la RTM, la Connex, filiale de Véolia ex-Vivendi et véritable bras armé du capitalisme se retrouve dans toutes les attaques contre les services publics. Ces « spécialistes du service public » comme ils se plaisent à se nommer ont conquis la place de premier exploitant privé de transport public de voyageurs en Europe, mais leur appétit insatiable ne tolère aucun sanctuaire public et, déjà dans le cadre de l'ouverture à la concurrence des trains express régionaux (TER), des tractations



sont en cours avec plusieurs conseils régionaux pour s'emparer d'un marché juteux.

La SNCF quant à elle se restructure profondément pour affronter cette guerre économique, et là encore c'est le service public tout comme les conditions de travail des cheminots qui en pâtissent. Après le plan Véron (ou plan « véreux » du nom du directeur du fret de la SNCF) qui a délibérément cassé l'outil de production de transport ferroviaire de marchandise pour permettre aux sociétés privées de s'installer, les trains inter-régionaux de voyageurs, assurant des liaisons transversales (sans passer par Paris) entre les grandes villes et de ce fait participant à l'aménagement du territoire, font l'objet d'un chantage à la suppression. L'infrastructure et le réseau ferré sont victimes d'une véritable politique d'abandon dénoncée dans un récent audit : la France est le pays d'Europe qui investit le moins dans l'entretien de son réseau, moins que des pays comme l'Angleterre ou l'Italie dont les chemins de fer comptent pourtant parmi les moins sûrs. Même si la sécurité n'est pas engagée, les limitations de vitesse et l'inconfort de certaines lignes provoqués par les restrictions budgétaires seront utilisés selon le principe bien connu « qui veut tuer son chien l'accuse de la rage » pour justifier la privatisation de la maintenance ferroviaire.

Parallèlement à ce constat, la direction de la SNCF multiplie les provocations et les tentatives de diviser les cheminots dans le but de préparer la filialisation et la privatisation, et de briser le pôle de résistance social que constituent les cheminots. La dénonciation par les cinq premières organisations syndicales de l'accord sur l'intéressement constitue une

réaction saine et unitaire des cheminots, elle est utilisée par le patron pour décrédibiliser et marginaliser les organisations syndicales tout comme les récentes déclarations à la presse de Louis Gallois et de De Robien dénonçant la prochaine grève comme sans fondement et à caractère politique.

Voilà maintenant 10 ans, le 24 novembre 1995, débutait une grève reconductible qui marqua considérablement la conscience cheminote. Déjà à l'époque, l'unicité de l'entreprise publique de service public ainsi que le statut des cheminots étaient sur la sellette. La prochaine lutte qui s'annonce au chemin de fer sera déterminante, et nous pouvons espérer que son caractère unitaire se maintiendra dans la durée. Il ne s'agit pas d'opposer à une « 24h carrée » une « 48h carrée ». Si tel était le cas, il appartiendrait aux cheminots de se prendre en main, comme ils ont su le faire quand cela était nécessaire, pour réaliser au-delà des divisions et stratégies syndicales l'unité des cheminots dans la lutte, dans les assemblées générales et dans les comités de grève.

Julien

Groupe de Rouen de la Fédération anarchiste

1. C'est dans ce même numéro du Père Peinard que revient le premier emploi connu de l'expression « cheminot » (Cheminots en grève ou la construction d'une identité 1848-2001 de Christian Chevandier chez Maisonneuve et Larose, disponible à Publico).

Émeutes



Pas de justice, pas de paix !

Fédération anarchiste



Secrétariat aux relations extérieures
145, rue Amelot, Paris 11^e
relations-exterieures@federation-anarchiste.org

LES ÉVÉNEMENTS qui agitent les banlieues françaises depuis près de deux semaines sont bien l'expression d'une révolte dont on ne peut contester l'aspect politique. On ne peut nier l'existence d'une situation émeutière contre des représentants ou des symboles d'un ordre social inégalitaire, raciste et oppressant qui considèrent la jeunesse des quartiers populaires comme une « racaille » devant être nettoyée au « Kärcher » puis moisir en prison. Dans ce contexte, mettre le feu à une voiture, à un bâtiment public ou à des commerces est un acte politique qui, même si nous pouvons nous interroger sur le bien-fondé de ces actions, notamment sur le fait qu'elles nuisent plus aux classes populaires qu'à la bourgeoisie et aux vrais responsables de cette situation sociale, reste le seul moyen d'expression d'une jeunesse à qui la société n'offre aucune autre perspective que la galère, la frustration et le flitage. Nier les origines sociales de cette violence est le premier outil qui permet de mettre en place des politiques répressives de criminalisation de la misère et des banlieues.

À force d'ignorer que c'étaient des humains qui vivaient dans ces cités dortoirs construites hors des villes à la va-vite où furent parqués les immigrés et les pauvres, ces cités qui sont un condensé de toutes les erreurs urbanistiques et donc de toutes les difficultés de vie pour les individus, ces cités où il n'y a aucun espace de socialisation pour se retrouver, ces cités où le chômage et la misère sont le quotidien des adultes et le devenir des enfants, il n'était pas nécessaire d'être sociologue ou devin pour prévoir ce qui se passe aujourd'hui. Quand on nie l'individu à ce point, il est natu-

rel qu'il se révolte. Quand les politiques se scandalisent du non-respect des jeunes de banlieue pour les institutions républicaines, ils semblent oublier que la République ne les a guère pris en considération depuis des décennies.

Mais au fil de déconvenues électorales et des provocations d'un ministre de l'Intérieur qui a le « sens du dialogue », ces êtres marginalisés, bafoués et sans cesse montrés du doigt se sont révoltés spontanément. Il n'y a guère que le ministre de l'Intérieur pour croire à une organisation structurée. Les responsables, ce sont bien ceux qui ont permis la construction de telles « cités » et ceux qui ont laissé se dégrader les conditions de vie de ces populations en ne leur apportant pas l'aide et le soutien dont elles avaient besoin.

Le quadrillage des quartiers par les forces anti-émeutes et par les unités de choc de la police appuyées par des hélicoptères volant toute la nuit au ras des habitations ainsi que le rappel de réservistes ne sont qu'une surenchère militaire du gouvernement qui ne contribuera qu'à attiser le feu et la colère. Des milliers d'interpellations et de gardes à vue, plus de 700 mises en examen pour des motifs fréquemment farfelus et des preuves le plus souvent inexistantes dans des conditions de défense désastreuses ne régleront en aucune façon le malaise social des banlieues et de la jeunesse.

L'application de mesures légales exceptionnelles, comme le couvre-feu relevant des lois spéciales datant de la guerre d'Algérie, est une véritable provocation à l'adresse de la jeunesse en colère ainsi qu'un danger fondamen-

tal pour les libertés publiques. Le texte de loi prévoit sur simple ordre des préfets l'instauration de couvre-feux, de perquisitions de jour et de nuit; l'interdiction de séjour ou l'assignation à résidence pour toute personne menaçant, selon les critères du gouvernement, l'ordre public; l'interdiction de rassemblement; la fermeture des cinémas, des théâtres, des cafés et des lieux de réunion, mais aussi le contrôle de la presse écrite, télévisuelle et radiophonique ainsi que internet.

Après la répression systématique des mouvements sociaux et syndicaux (intervention du GIPN contre les postiers de Bègles, inculpations massives des anti-OGM, assaut hélicoptère du GIGN et des commandos-marine contre les mutins du Pascal-Paoli), l'État prépare la guerre sociale contre les pauvres et contre tous les résistants à cette société de classes. La fuite en avant du gouvernement dans une dérive fascisante inquiétante doit mobiliser toutes les composantes du mouvement social et syndical pour organiser la défense de nos libertés et de nos conquêtes sociales.

Oui, il y a des raisons de se révolter, mais brûler des voitures (appartenant à des personnes parfois aussi pauvres), frapper au hasard ne fait que du tort et ne fait que renforcer tous les replis identitaires (qu'ils soient nationalistes ou religieux). Notre révolte doit prendre sa source contre les véritables responsables de la misère et de la précarité installée: le capitalisme et l'État. Et notre révolte ne prendra de sens qu'en s'organisant contre le capitalisme et ses effets destructeurs, en s'organisant dans les quartiers contre les huissiers, contre des logements trop chers, pour de vrais services publics (égalité d'accès passant par la gratuité des transports, etc.).

La Fédération anarchiste exige le retrait des forces répressives, le retrait et l'abrogation des mesures d'urgence et des lois d'exception, l'arrêt des poursuites judiciaires contre les jeunes révoltés, la libération de toutes les personnes emprisonnées ainsi que la lumière sur les circonstances de la mort de Ziad Benna et de Bouna Traoré. La Fédération anarchiste tient à témoigner son soutien aux habitants, aux familles, ainsi qu'aux travailleurs des quartiers victimes de la violence sociale de certains émeutiers comme celle de la police.

Mettre en échec ce gouvernement fascisant, méprisant et arrogant ne pourra se faire que sur le terrain du rapport de force: la construction d'un mouvement social débarrassé des parasites politiques et bureaucrates, fonctionnant et se coordonnant sur la base du fédéralisme libertaire, de la gestion et de la démocratie directe dans une perspective de transformation révolutionnaire de la société, constitue la condition indispensable à la conquête de l'égalité économique et sociale, gage de la liberté et de la sécurité pour toutes et pour tous!

Qui sème la misère récolte la colère!

Pour une société égalitaire et libertaire

La révolution reste à faire!

FA

Brève de comptoir



C'ÉTAIT DANS LES ANNEES SOIXANTE-DIX. J'étais en troisième au lycée Romain-Rolland d'Ivry-sur-Seine. Les « grands » avaient débrayé depuis déjà deux semaines et ça nous démanageait de nous y mettre aussi. Il y avait la pression de l'administration, des profs et des parents pour nous empêcher de rentrer dans la danse. Il « fallait penser à notre avenir ».

Et puis un jour rien n'y fait, nous désertons les cours pour retrouver ceux et celles qui partent rejoindre le métro en cortège. Je suis là avec quelques copains, et nous occupons la rue avec un certain sentiment de puissance. Nous voilà dans le métro et là c'est le grand pied de pouvoir rentrer en force et donc gratuitement. La rame arrive, nous repérons le wagon rouge, celui des premières classes, des « bourgeois » et nous nous ruons dedans. Ce n'est pas la révolution mais déjà une belle revanche: un voyage gratuit et en première classe! Et cette première journée de liberté de notre courte vie ne va pas nous décevoir: la foule, les flics, les lacrymogènes, les courses, tout ça a infiniment plus de gueule que ces mornes journées au lycée!

À l'époque il y avait donc la banlieue et des jeunes, mais pourtant le « jeune de banlieue »

n'existait pas encore. Il fera son apparition plus tard. Le complot contre la république était alors incarné par le gauchiste chevelu. Et la violence était de mise dans de nombreuses manifestations, depuis Mai 68, en passant par les années soixante-dix, jusqu'aux mobilisations contre le « SMIC jeune » en 1986. Que chacun exhume ses souvenirs, plusieurs générations furent confrontées à la violence de rue. Et si beaucoup ont remis l'étendard de la révolte, leur mémoire a malgré tout conservé quelques images grisantes de ces barricades et de ces pavés qui volent. C'est même certainement du dernier chic pour un bourgeois quinquagénaire de pouvoir se la jouer ex-soixante-huitard, ça impressionne toujours son monde. Lorsque son rejeton ira à son tour « se la donner » avec les flics, il trouvera peut-être même ça « normal quand on est jeune ». Et la jeunesse rebelle des banlieues de ce mois de novembre? Elle n'a pas d'excuses aux yeux de beaucoup. Elle est violente, elle brûle des voitures, casse des vitrines, elle provoque et attaque les flics. Exactement comme le firent tant de jeunes de tant de générations. Mais avec cet acte supplémentaire qui ne recueille que désapprobation: les incendies d'écoles et



De la « fracture sociale » à la fracture totale

d'équipements publics. Je suis tenté de mettre en parallèle deux époques et deux populations fort différentes. Mai 68, des jeunes bourgeois rejettent leur éducation, leur classe, leur rôle, ils brûlent des voitures, saccagent leurs quartiers de riches et les couvrent de barricades... Novembre 2005, des jeunes prolos refusent l'humiliation, la précarité, la misère. Celles-ci ont commencé à l'école, alors ils brûlent les écoles. Leur environnement et ses équipements sont leur prison, ils le détruisent. Dans les deux cas, on se trouve face à une révolte qui se livre à une destruction « contre soi-même », c'est-à-dire contre sa condition. Les étudiants bourgeois de 68 haïssaient les bourgeois et attaquaient tous les symboles de la bourgeoisie. Les émeutiers de ce mois de novembre rejettent la vie qui leur est imposée et foutent en l'air tout ce qui symbolise ce quotidien qui les humilie. Certains estimeront que « tout ça » n'est pas très constructif et éloigné de la classe ouvrière et de ses modes d'action. Mais que dire de ses modes d'actions actuels sous contrôle des bureaucraties syndicales si ce n'est qu'ils baladent les mécontents régulièrement dans la rue. Que la classe ouvrière retrouve des pratiques d'action directe et l'on retrouve en face les mêmes sales tronches haïneuses ou timorées. Ces sales tronches qui dégueulaient pendant l'été 2000 sur les ouvriers de Cellatex ou d'autres boîtes occupées parce qu'ils menaçaient de polluer ou de détruire l'outil de travail. « Ça ne ce fait pas », « on ne touche pas l'outil de travail ». Mais ces ouvriers désespérés démontreraient qu'on obtient plus par une action radicale que par une discussion entre gens raisonnables, car les patrons ne sont pas des gens raisonnables. Le capitalisme n'est pas raisonnable.

Je discutais récemment, dans un café, des émeutes avec un syndicaliste. Il était réticent sur les violences puis concéda « que les gosses "eux" ont bousculé les choses en une semaine pendant que "nous" on se fait avoir en beauté depuis des années et qu'alors on a peut-être pas de leçon à leur donner ». Mais « brûler la voiture d'un ouvrier, c'est con ». Je lui rétorquai que ce n'était pas finalement plus dur qu'une grève qui va pénaliser plein de monde. Pendant la grève de l'Éducation nationale en 2003, j'ai vu des femmes perdre leur travail parce qu'elles devaient garder leurs enfants. Et perdre son boulot est autrement plus grave que de perdre sa voiture. Et pourtant... Vive la grève!

Et voilà, mine de rien, ces émeutes ravivent le débat et provoquent les discussions. Et cette discussion avec ce syndicaliste me laissa optimiste: je voulais y voir un signe. Dans son propos le « eux » est d'un coup dépourvu de connotations négatives (racailles), le « nous » se dote d'une capacité d'écoute, de doute. Là, au comptoir, une division qui tombe...

Laurent

Groupe libertaire d'Ivry-sur-Seine



Jean-Pierre Garnier

À VOIR OU À ENTENDRE l'émoi provoqué par l'« insurrection des banlieues », comme disent les médiocrates, on a presque l'impression qu'elle aurait surgi comme un coup de tonnerre dans un ciel bleu. Pourtant, malgré les innombrables discours d'accompagnement, savants ou non, tendant à faire croire le contraire, passer en revue les politiques qui se sont succédé depuis une quarantaine d'années pour « remédier au malaise des cités » revenait à faire la chronique d'un désastre annoncé. Ou, plus exactement, d'un désastre en cours dont l'existence était systématiquement, quoique implicitement, déniée.

Le refrain des initiateurs ou des promoteurs de ces politiques, en y incluant la cohorte des chercheurs vassalisés, était toujours le même: « Certes, ces politiques n'ont pas donné les résultats escomptés, mais elles ont au moins permis d'éviter le pire. » De ce « pire », qu'ils se gardaient bien de définir, par

prudence, par manque d'imagination ou, tout simplement parce qu'ils étaient, au fond, persuadés qu'il ne surviendrait jamais, ils viennent d'avoir un avant-goût. Ce qui ne les empêche pas – ils sont, il est vrai, tous dressés et payés pour cela – de continuer imperturbablement à proposer des solutions fausses à des questions mal posées, voire tout bonnement évacuées. Jusqu'à la prochaine déflagration.

Le plus étonnant, dans les événements récents, n'est pas qu'ils se soient produits, mais qu'ils se produisent seulement maintenant. Les ingrédients sont, en effet, depuis longtemps réunis quoi qu'en prétendent les hiérarques du PS et leurs experts « ès violences urbaines » qui se rassurent et se dédouanent à bon compte de leur responsabilité, en attribuant ce déferlement de « haine » et de « rage » à la suppression des « emplois-jeunes », des subventions aux « associations de terrain » et de la « police de proximité ».

Comme si la gestion territoriale de la marginalisation de masse à la mode jospinienne n'avait pas fait autre chose que repousser les échéances ! Ce n'est pas d'hier, en effet, que les enfants et, maintenant, les petits-enfants des travailleurs importés des ex-colonies comme main-d'œuvre peu coûteuse et docile détruisent le lugubre cadre de survie qui les renvoie à leur condition de damnés de la ville, et mettent le feu aux voitures pour se rappeler au bon souvenir de tous ceux qui préfèrent l'ignorer.

C'est pourquoi les provocations préélectorales de l'actuel ministre de l'Intérieur n'ont fait, en réalité, qu'ajouter un peu de vapeur dans une cocote-minute dont le couvercle ne demandait qu'à sauter. Le tort de Sarkozy au plan tactique – l'éthique n'a rien à voir à l'affaire – est d'avoir dit tout haut, et aggravé son cas pour s'en être vanté, ce que nombre de politiciens, pour ne rien dire des policiers et des juges – qui n'appartiennent pas tous au Syndicat de la magistrature – disent, sinon tout bas, du moins off record. Combien de fois n'a-t-on pas entendu, par exemple, pour peu qu'on parvienne à capter leurs propos lorsqu'ils se lâchent à l'abri des oreilles indiscrettes, des élus locaux, toutes couleurs politiques confondues, parler sans état d'âme de « nettoyer » tel ou tel quartier de la « racaille », que ce soit celle qui « pourrit », quand il s'agit des « cités », ou qui vient le « polluer », quand elle ose s'aventurer dans les centres-villes récurés et aseptisés.

Cette pruderie feinte face aux écarts langagiers d'un représentant du peuple est également de mise pour qualifier la riposte qu'ils ont suscitée de la part de la fraction de la jeunesse populaire visée. Ainsi est-il du plus mauvais aloi d'user de la terminologie belliqueuse dont raffolent les journalistes, accusés de mettre de l'huile sur un feu déjà difficile à maîtriser. Pourtant, quand ceux-ci parlent de « guérilla urbaine » ou de « guerre civile », ils font leur métier : non pas informer, mais vendre du « papier » et faire applaudir à l'avance par « l'opinion publique » qu'ils ont pour fonction de formater la répression qui ne manquera pas de s'abattre sur les trublions.

Cela dit, les ministres de l'Intérieur de la fausse gauche, défenseurs patentés de la loi et de l'ordre comme leurs homologues de la vraie droite, n'ont jamais été en reste pour crier sus au nouvel ennemi intérieur ! De Pierre Joxe à Daniel Vaillant, en passant par Jean-Pierre Chevènement, tous, dans leurs discours, ont usé sans état d'âme du vocabulaire martial quand il s'agissait de faire face aux exactions des « sauvages » : « reconquête des zones de non-droit », « opérations », « dispositifs », « quadrillage », « pacification », etc. Dans un bouquin qui aurait pu figurer en bonne place dans la bibliothèque du Front national, l'ex-leader lycéen de la LCR devenu sénateur « socialiste » Julien Dray, spécialiste des « questions de sécurité intérieure » au secrétariat national du PS, glorifiait l'action musclée des



BAC, « ces casques bleus des Sarayevos qui sont devenues nos banlieues ».

On comprend, dès lors, la « mollesse » de la réaction des « socialistes » en réponse à l'exhumation, ô combien symbolique, par D. de Villepin d'une loi ponduë en 1955 permettant d'établir le couvre-feu dans le cadre de l'instauration de l'état d'urgence en Algérie. La plupart ont approuvé la décision, y compris Ségolène Royal qui, en novembre 2001, s'était offusquée de la validation par le Conseil d'État d'un arrêté municipal de couvre-feu. Ce qui l'avait choquée, ce n'était pas la mesure elle-même, mais le terme utilisé. « Le mot couvre-feu est inadmissible », s'indignait alors la ministre déléguée à la Famille et à l'Enfance du gouvernement Jospin. « C'est un mot guerrier. Et le pays n'est pas en guerre, ni contre ses enfants, ni contre leurs parents, ni contre les quartiers défavorisés. Il faut croire que de telles réticences ne sont plus de saison, alors que la lutte contre les pauvres, qui a remplacé depuis belle lurette la lutte contre la pauvreté, n'a cessé de s'intensifier au cours des dernières années. « L'application de la loi de 1955 doit être limitée dans le temps et dans l'espace », s'est contenté d'avertir benoîtement François Hollande, tandis que Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes et patron du groupe « socialiste » à l'Assemblée nationale, faisait valoir, sous les applaudissements des députés de droite, qu'« en de telles circonstances, les formations démocratiques doivent savoir concevoir un pacte de non-agression ». C'est exactement le genre d'arguments que l'on avait déjà entendus, il y a un demi-siècle, lorsque la gauche et la droite avaient voté de concert les « pouvoirs spéciaux » au gouvernement de Guy Mollet. Avec les conséquences que l'on sait.

Le « hic » est que, s'ils n'ont « pas grand-chose dans la tête », comme J.-P. Chevènement l'avait confié au *Figaro* lorsqu'il officiait place Beauvau, les mineurs délinquants n'ont pas la

mémoire aussi courte que leurs compatriotes français « de souche ». D'abord parce que beaucoup de « grands frères » se sont chargés de la transmission après s'être aperçus, au lendemain d'une « marche pour l'égalité » récupérée et instrumentalisée depuis l'Élysée, qu'on les avait fait marcher. Ensuite, parce que cette mémoire est réactivée jour après jour par le racisme, les discriminations et les humiliations consécutives à une décolonisation ratée et mal digérée, en plus de la précarisation et d'une paupérisation qui les atteignent de plein fouet.

« Ces jeunes sont perdus, ils ne savent pas ce qu'est une classe, une lutte », déplore l'ancien maire « communiste » de Stains. Mais où, diable, l'auraient-ils donc appris, dans une France où ces mots, surtout quand ils sont accouplés, sont désormais quasi unanimement considérés, y compris au PCF, comme des gros mots ? « Nous ne sommes pas dans un état de guerre, mais dans un état d'urgence sociale », s'avise pour sa part un député, « communiste » lui aussi, de Seine-Saint-Denis, relayé par les pluminifs de la presse de marche.

C'est là un peu vite oublier l'état de guerre de classe permanente instauré par la bourgeoisie mondialisée, secondée par les élites dirigeantes de chaque pays à qui revient la tâche de démanteler parallèlement les conquêtes sociales des décennies précédentes. Le moment où, en France, les couches populaires ont commencé à en pâtir est des plus significatifs : le milieu des années 70. Celles, précisément, où les « banlieues » ont commencé à faire parler d'elles. Autant dire que si « état d'urgence sociale » il y a, il semble que les urgentistes fassent, en ce domaine, quelque peu défaut.

À leur place, on envoie aujourd'hui la police. En attendant l'armée, demain. Une manière comme une autre d'apprendre aux jeunes rebelles, s'ils ne le soupçonnaient pas déjà, ce qu'est cette lutte des classes qui passe pour révolue aux yeux des imbéciles ou des salauds.

J.-P. G.

Après les émeutes Place à la guerre sociale !



IL FALLAIT S'Y ATTENDRE. Le gouvernement prend des « mesures d'urgence » : couvre-feu, proposition de loi anti-émeutes et ressortit pour l'occasion d'une loi vieille de 50 ans, adoptée lors de la guerre d'Algérie. Il est vrai que pour les racistes et autres réactionnaires-sécuritaires, l'ennemi est resté l'Arabe. Dans leur politique en direction des quartiers populaires, ne parlaient-ils pas de « pacification » comme en Algérie où l'armée française tuait, torturait, quadrillait les villes et les campagnes ?

Heureusement, des groupes politiques (pas les pourris du PS, mais eux, on leur réserve un sort), syndicaux et associatifs montent au créneau pour refuser cette politique d'urgence.

Que dit la loi de 55 ?

Elle autorise :

Art. 8 : le ministre de l'Intérieur à « ordonner la fermeture provisoire des salles de spectacle, débits de boissons et lieux de réunion de toute nature dans les zones déterminées par le décret prévu à l'article 2 ».

Art. 11 : « Le décret déclarant ou la loi prorogant l'état d'urgence peuvent, par une disposition expresse :

1. Conférer aux autorités administratives visées à l'article 8 le pouvoir d'ordonner des perquisitions à domicile de jour et de nuit ;

2. Habilitier les mêmes autorités à prendre toutes mesures pour assurer le contrôle de la presse et des publications de toute nature ainsi que celui des émissions radiophoniques, des projections cinématographiques et des représentations théâtrales. »

Des associations, dont la Ligue des droits de l'homme, dénoncent dans un communiqué la référence à la guerre d'Algérie.

« Il ne s'agit pas seulement de "couvre-feu", ce qui est déjà de l'ordre d'une logique de guerre. En fait, le gouvernement a sciemment menti. La loi du 3 avril 1955 autorise des interdictions de séjour pour "toute personne



cherchant à entraver, de quelque manière que ce soit, l'action des pouvoirs publics", des assignations à résidence pour "toute personne [...] dont l'activité s'avère dangereuse pour la sécurité et l'ordre publics", la fermeture des "lieux de réunion de toute nature" et l'interdiction des "réunions de nature à provoquer ou à entretenir le désordre". Le gouvernement a même prévu des perquisitions de nuit. Il peut, en outre, faire "prendre toutes mesures pour assurer le contrôle de la presse et des publications de toute nature", et donner compétence aux juridictions militaires en concurrence avec les juges ordinaires. »

Voilà pour ce qui de la loi. Dans les faits, les interpellations se multiplient, et les condamnations aussi :

Six mois avec sursis pour un lycéen interpellé à Montreuil qui a avoué avoir lancé une pierre sur un motard après avoir été aspergé de lacrymo alors qu'il rentrait chez lui.

Deux mois fermes pour avoir prétendument retourné une voiture toujours à Montreuil pour un étudiant.

Un jeune homme arrêté en bas de chez lui au Blanc-Mesnil pour avoir prétendument caillassé les camions d'une entreprise installée dans la rue a été maintenu en détention.

Quatre mois fermes pour avoir prétendument incendié une poubelle à Pantin, etc. car la police arrête tout ce qui bouge et trouve toujours des motifs de condamnation même pour ceux qui n'étaient pas présents sur les lieux ou incapables de commettre les actes pour lesquels ils sont condamnés.

Nous sommes donc bien dans une logique de guerre, certains en appelant même à l'armée (dont Pajon, élu PS connu pour son financement des intégristes catholiques) ou aux barbus.

Comme toujours, c'est l'État qui tire le premier et le plus fort. La religion est là pour résigner les esprits et étouffer les corps. Le sabre et le goupillon. Décidément, on ne dira jamais assez combien les anarchistes ont raison de se battre contre ces monstruosité.

Espérons enfin que la solidarité va jouer à plein face aux lois liberticides prises par le gouvernement. Que l'on partage ou non la portée des actes commis par les jeunes (et moins jeunes) des quartiers populaires, il est plus que nécessaire de combattre les atteintes aux libertés.

Fred

Groupe Proudhon FA, Besançon

Hipponyme et copronyme en banlieue

Jacques Langlois

POUR JUSTIFIER CE TITRE doit-on préciser que hipponyme signifie nom de cheval (Galouzeau de Villepin) et copronyme indique nom de crotte (Sarko)? La réaction des « autorités » face aux émeutes en banlieue va amplement montrer la pertinence de ces dénominations. Certes, il ne s'agit pas d'approuver les petites bandes émeutières, démunies de tout projet politique. Non, ce que je veux montrer c'est que face à ces événements le gouvernement montre le degré zéro de la pensée, l'absence totale de politique et de stratégie efficaces de réponse. Pire encore ; il camoufle son adhésion à la sauvagerie capitaliste sous des discours de justice sociale. En fait, il n'en appelle qu'à la répression, au maintien de « l'ordre républicain », à la sécurité, à la fermeté, à la justice en forme de plan Borloo accéléré alors qu'il avait supprimé les emplois aidés.

Il est à noter que c'est le Lumpen Proletariat, bête noire de Marx, qui est au créneau. C'est que le salariat installé n'a pas à perdre que ses chaînes et que les apparatchiks syndicaux sont trop institutionnalisés, subventionnés et stipendiés pour appeler à autre chose que des grèves ou manifestations ponctuelles, locales ou sectorielles sans lendemain et surtout évitant la généralisation des mécontentements. Roberto Michels en 1914 avait montré « la loi d'airain de l'oligarchie » : tout pouvoir finit par n'agir qu'en fonction de la défense de ses intérêts bureaucratiques. Ainsi voit-on en ordre dispersés les conflits de la RTM, de la SNCM, d'EDF, d'Hewlett Packard, etc. À ces amis, les révoltés préfèrent leurs ennemis.

Il est stupéfiant de constater l'absence totale d'analyse sérieuse du processus de révolte, dont le décès de deux ados dans l'enceinte d'un transformateur haute tension d'EDF ne fut que le déclencheur, l'étincelle mettant le feu aux poudres accumulés depuis si longtemps sous tous les gouvernements. L'ignorance politicienne est encyclopédique. Dès 1920, l'école sociologique de Chicago avait analysé les phénomènes de ghetto culturel et ethnique : les immigrants se regroupent avec leurs collègues déjà installés pour être aidés et disposer de repères identitaires sécurisants. Comme ils sont très pauvres, ils se retrouvent dans ce que le marché immobilier peut procurer de plus bas ; mais ils s'en sortent un peu grâce à leur solidarité collective. Face à l'adversité, à la précarité, à la pauvreté, les gens cherchent à se constituer un havre de sécurité et de communication intersubjective dans leur communauté. C'est pourquoi, transposées aujourd'hui, ces analyses montrent que la destruction des prétendus barres est la pire des solutions, notamment parce

qu'on les détruit avant même d'avoir assuré le relogement de leurs habitants. La politique cachée de la destruction des barres est en fait d'empêcher les regroupements dangereux porteurs de microsociétés inatteignables par le prétendu ordre républicain soi-disant égalitaire mais dont le vécu montre le mensonge dans la réalité.

L'école de Chicago a ensuite très bien montré les phénomènes de ghettoïsation immobilière ou scolaire. Supposez un parc immobilier habité par des classes moyennes. Deux ou trois familles noires ayant péniblement abouti à ce statut viennent s'y installer. D'aucuns prennent peur (racisme latent mais aussi crainte de voir la valeur de sa propriété diminuer par suite de l'abaissement social de l'endroit) et vendent, ce qui aspire de nouveaux arrivants hors normes antérieures, et accélère la diminution de valeur des propriétés, ce qui force à fuir le lieu avant de trop y perdre et ainsi de suite.

L'hipponyme et le copronyme oublient (par ignorance crasse ou par ruse?) ce phénomène qui est pourtant patent : depuis longtemps les bons quartiers puis les ILM ont été désertés par les petites classes moyennes pour occuper des HLM, alors que leur niveau de revenus, certes en diminution constante, ne leur en ouvre pas le droit. En effet, suite au désengagement de l'État et des collectivités, les gestionnaires d'HLM cherchent à éviter les loyers impayés et donc n'admettent que des revenus de classe moyenne, ce qui rejette les anciens locataires dans les fameuses cités dégradées, de plus en plus tacitement considérées comme la part du feu.

Hippo et copro viennent d'en rajouter : vive les petits immeubles, les maisons individuelles à 100 000 euros. Qui aura les moyens de payer les loyers? Où iront ceux qui ne les ont pas? Tout encourage pour les démunis le squat, la barre et le retour des bidonvilles et du logement en caravane. L'essentiel est qu'ils soient suffisamment dispersés pour qu'on ne les voie pas et que la police puisse les contenir. D'autant plus que nos géniaux anticapitalistes politiciards n'ont toujours pas percuté qu'avec le vieillissement, le veuvage, les familles monoparentales, le célibat voulu pour cause d'individualisme hédoniste, etc, la demande de logement dans les villes éclatait! C'est ce que j'ai appelé ailleurs une structure : obligez les gestionnaires à une règle (en général non avouée en tant que politique et d'apparence technique) et vous obtiendrez un changement des comportements tout simplement par intérêt rationnel des parties. C'est pareil pour l'école, où il y a encore violation manifeste des



lois égalitaires (cartes scolaires) de mixité des populations enseignées. Les riches ou les cultivés, connaissant les arcanes scolaires (1^{re} langue, sections rares) et disposant de relations peuvent échapper aux écoles et aux lycées envahis par les beurs, blacks, enfants de prolos. Leur arrivée est perçue comme une baisse de niveau ; il faut donc aller ailleurs, notamment dans le privé. C'est humain et c'est un effet de système. Mais peut-on demander qui et quoi installe le système d'échappatoire, qui autorise la violation des règles formelles, qui encourage les effets de substitution? Ce sont les politiciens et leur absence de contrôle sur les administrations. De ce fait, en cas de problème, les politiciards rejettent les responsabilités sur l'administration qui, notamment l'école, se trouve stigmatisée. Il est clair que ces pratiques individuelles d'échappement sont parfaitement rationnelles dans un système pondu ou accepté par les politiciards et créant une configuration objec-

tive dans laquelle les familles seraient irresponsables si elles n'essayaient pas de tirer leur épingle du jeu des institutions, en usant des moyens de la théorie des jeux au nom du prima du « je ».

Et encore nous n'avons vu jusqu'à présent que les politiques sectorielles du logement et de l'école (on pourrait y ajouter facilement les transports qui obligent les banlieusards à disposer d'une voiture). Cela montre au passage qu'une addition de politiques spécialisées ne fait déjà pas une politique globale. Mais il y en a quand même une, que justement les politiques divisionnaires ont pour but de cacher en s'en servant comme épître sur une jambe de bois. Car la concentration des problèmes sur la tête des plus fragiles, la multiplication de leurs handicaps résultent d'une politique générale axée sur la mondialisation libérale et concurrentielle, sur la globalisation de la finance et de ses 15 % de rendement. L'impérialisme du fric, de la rentabilité, lié à

l'ouverture des frontières et à l'absence de tout contrôle mondial des flux et des opérations de la finance, conduit par construction à une logique systémique globale décrite dans « Devenir riche ? Fastoche ! », une de mes précédentes chroniques. Ce qu'il faut ajouter, c'est qu'il y a une division internationale des tâches. Au niveau planétaire, l'OMC, le FMI, la BIRD, l'UE, le G8 organisent la globalisation du commerce et du fric sans se préoccuper des conséquences fiscales, sociales, environnementales de l'accumulation capitaliste sans frein. Rien à craindre de l'accroissement des inégalités, de la pauvreté même avec un travail (sous-payé ou à temps partiel), de l'insécurité des parcours professionnels et des revenus, rien à secourir de la diminution des retraites et de l'absence de couverture sociale, maladie ou autre. Toutes les protections (droit du travail, SS, retraites, etc.) sont des charges et des handicaps dans la compétition internationale entre pays pour piquer des parts de marché et accroître les profits. Et, au niveau national, il n'y a plus qu'à essayer de corriger les dégâts, à s'adapter à une mécanique globale que justifient les gouvernements nationaux, fussent-ils socialistes, ont laissé se mettre en place quand ils n'ont pas favorisé son émergence. La mécanique globale étant infernale et conduisant au moins-disant dans tous les domaines, on recourt localement à des expédients : l'égalité de traitement est remplacée par la discrimination positive, l'assurance collective par la privée, les services publics par la charité des associations (dont Raffarin et Hippo ont diminué drastiquement les subventions), les emplois en dur par les contrats-jeune (eux aussi réduits à quia, avant que Borloo ne s'aperçoive des dégâts). Évidemment, comme le capitalisme mondial induit une spirale descendante, comme il a placé tout le monde en haut d'un toboggan à pente de plus en plus raide et à revêtement de plus en plus glissant, ces cautères ne suffisent plus. Que reste-t-il? L'extension et l'aggravation de la répression pénale et judiciaire. D'où une loi mathématique : plus l'insécurité sociale augmente, plus la demande de sécurité s'accroît.

À l'évidence, tout le monde est victime de ce processus de paupérisation, quelles que soient les religions, les ethnies, les cultures, les nationalités, les statuts sociaux, la nature des papiers officiels dont on dispose. Mais naturellement chaque personne et chaque groupe social essaie de résister, ce qui finit par retomber sur les plus démunis, les plus chargés de handicaps qui servent de variable ultime d'ajustement. L'école de Chicago a démontré les processus sociaux qui déterminent la logique des choses. Aussi n'est-il pas étonnant que cela pète justement et logiquement chez ceux qui sont les victimes terminales du sys-

tème et qui n'ont plus rien à perdre, vu qu'ils n'ont rien et, surtout, qu'ils n'ont plus d'espoir, plus d'avenir dans cette société darwinienne. Les analystes déplorent la fin de « l'ascenseur social ». Ils ne vont pas jusqu'à analyser les causes profondes de sa disparition, car ils vantent la réforme (adaptation au capitalisme sauvage mondialisé), le risque (rejeté sur les faibles), la responsabilité individuelle plutôt que la collective.

Et au lieu d'élaborer de vraies politiques globales afin de sauver et garantir la cohésion sociale par un minimum de justice effective, les gouvernants et les partis se contentent de paroles verbales, de compétition pour devenir président ou député, de plans d'urgence (ce sera le énième suivant la logique politicienne de la promesse à court terme. Et comment se fait-il que les politiciards ne découvrent les problèmes que quand ils sont apparents, sans anticiper jamais?). L'État ne cesse de se désengager et de reporter les politiques sur les collectivités territoriales : APA, RMI, routes, logement, CMU, polices municipales, etc. Or l'action des communes dépend de leurs moyens. Et là on constate une hypocrisie, y compris socialiste, car la péréquation d'égalité entre les communes ne disposant que de peu de taxes professionnelles (contrairement à Neuilly, qui du reste en violation de la loi SRU n'a que 2,8 % de logements sociaux) et les autres est très insuffisante depuis longtemps. Le copronyme oblige au retrait de 10 % de la police nationale en Seine-Saint-Denis qu'elle a la faculté de développer une police municipale. Avec quel argent? L'hipponyme en appelle à l'ordre républicain et s'appuie, contrairement justement à cet ordre qui réfute l'ingérence du privé et du confessionnel dans les affaires publiques, sur les « grands frères » et les « barbus » pour rétablir la sécurité. La milice locale n'est pas loin. Et on en est même au couvre-feu! Notre hypothèse est que le copronyme se réjouit : plus il y a la merde (d'où son nom), plus il peut instrumentaliser les sentiments d'insécurité. Il se rappelle l'effet des barricades et des véhicules brûlés en 1968 : l'élection d'une chambre UDR réactionnaire introuvable. Il attise le feu grâce à son lexique choisi permettant de chasser sur les terres du vicomte et du borgne en vue de la présidentielle de 2007. Bref, il joue la politique du pire pour éliminer ses rivaux. Il ne craint guère d'être impliqué dans l'échec du gouvernement d'Hipponyme, car il s'en sortira suffisamment tôt, il a la maîtrise de l'UMP qui lui sert à faire état d'une politique différente de celle de l'hippo (potame, l'action gouvernementale est forcément lente et lourde) et il dira que le gouvernement ne lui a pas donné les moyens de rétablir l'ordre.

JL





Ça flambe !

ÇA FLAMBE. Mais est-ce bien étonnant ? Il est plutôt surprenant que l'explosion n'ait pas eu lieu plus tôt ou plus souvent. Car tout était là – chômage, discriminations, racisme, urbanisme déplorable, relation exécrationnelle avec les flics – pour que ça pète. La mort des deux gamins, le terme « racaille » de Sarkozy et l'épisode de la grenade dans la mosquée n'ont été que des détonateurs à côté d'un tas d'explosif accumulé au fil des années. Mais est-ce néanmoins la révolution ? Non. Mais alors qu'est-ce ?

D'un côté, il s'agit d'une autodestruction, les bagnes, les commerces, les écoles qui brûlent, ce sont ceux de leur propre quartier. Les voitures sont d'ailleurs très symboliques, il s'agit souvent du seul moyen de sortir des « cités », que ce soit pour aller bosser, étudier ou se divertir. Ce qui fait penser aux mutineries des prisonniers politiques turcs, lorsqu'ont été mises en place les cellules individuelles ; les prisonniers défendant le contrôle de ce qui se passait jusque-là à l'intérieur de leur propre prison.

Quand on est pauvre, qu'on habite en « cité », et a fortiori si on n'est pas blanc, la « cité » est une prison : par l'urbanisme, par la difficulté à trouver un appart ailleurs, etc. L'idée est donc de contrôler le seul espace que la société leur laisse. On peut, pour une bonne part, analyser ainsi le conflit permanent avec la police qui, par sa propre attitude – contrôles d'identité incessants, parfois au faciès, mépris, brutalités, insultes, etc. –, envenime la situation.

L'aspect intéressant de ces événements est qu'il s'agit d'une forme de révolte sur une base de classe. Le côté communautaire ou reli-

gieux est marginal ; les religieux ont plutôt tendance à vouloir calmer le jeu, sûrement pour être considérés comme des interlocuteurs valables par le pouvoir. Mais être de la classe ouvrière ou du Lumpen Proletariat et se révolter ne suffit pas. Je ne suis pas sûr que l'on puisse (encore ?) parler d'une conscience de classe. En effet, quel est le rêve de la plupart des gamins des « cités » ? Accéder à l'idéal de vie capitaliste : un boulot, une maison, une grosse bagnole. Compréhensible, mais pas folichon.

Peut-être plus intéressantes pour des anarchistes sont les violences envers des symboles de l'État : police, écoles, centres socio-culturels... Et l'on peut très facilement le comprendre pour l'école qui est constamment présentée comme « le » vecteur de réussite sociale. Que dire au gamin qui brûle son école et dont la grande sœur ou le grand frère diplômé est malgré tout au chômage ? Il est évident que l'on n'a pas affaire, pour l'instant, à une position anti-étatiste mais plutôt à une déception envers l'État et la République qui parlent – et en restent au discours – d'égalité, et plus précisément d'égalité des chances.

Aujourd'hui, il est un peu tard pour vouloir accrocher un wagon à un train parti à toute vitesse, et venir comme un cheveu sur la soupe pour donner des leçons de révolution. Mais, demain, si l'on veut que tout cela débouche sur quelque chose d'intéressant pour nous anarchistes, on ne peut que se retrousser les manches et faire notre boulot là où le capitalisme, l'État, le racisme font le plus de dégâts.

Laurent

Groupe de Strasbourg

Petite rubrique internationale du « racisme ordinaire »



Il SEMBLERAIT que la France ne fasse pas exception en matière de recrudescence de discours et d'actes racistes, tandis que la presse internationale fait grand écho de l'agitation qui s'est emparée des banlieues des grandes villes, sans toujours faire référence aux diverses provocations sécuritaires vécues ces derniers mois (répressions, contrôles, rafles d'étrangers, discours discriminatoires, etc.). Plusieurs rapports tout aussi alarmants ont été restitués, en ce qui concerne la Russie, les États-Unis, les Roms en Europe, sans parler du réveil anti-arabe au nord de la Corse.

Gouvernements russes et américains, même discours

Selon le dernier rapport Sovo (Institut russe sur la xénophobie), au moins 45 meurtres racistes ou religieux ont été recensés en Russie pour l'année 2005, accompagnés de 285 passages à tabac d'étrangers. Les étudiants africains vivent le racisme au quotidien, évitent de sortir la nuit quand ils ne se font pas cracher dessus dans la rue. La police russe rechigne à signaler ces agressions racistes, classées sans suite, comme « hooliganisme ». Une personne agressée rapporte que la police russe représente plus une menace qu'un recours pour les étrangers, avec les contrôles qui se multiplient, afin de racketter ceux qui ne sont pas en règle. Les skinheads des années 90 ont laissé la place à de jeunes anodins qui « ratonnent » au faciès les nombreux ressortissants des ex-républiques socialistes (Ouzbeks, Tadjiks, Kirghizes), mais surtout les étrangers, noirs en particulier. Pour sa part, l'institut Levada rappelle que si, en 1999, 44 % des Russes approuvaient le slogan « la Russie aux Russes », ils sont 58 % aujourd'hui. Aux États-Unis, les informations commencent à remonter après la tragédie Katrina. Plusieurs témoignages de violences racistes ont été rapportés en Louisiane, sans aucune suite, avant que des images de trois policiers filmés par des journalistes, en train de molester un sexagénaire noir, soient diffusées sur CNN et ABC. Devant le fait accompli, le chef de la police locale admet la bavure, les inculpe, mais nie que « de telles pratiques auraient été courantes durant les événements ». On se permet d'en douter!

Roms en France : l'éternelle inospitalité

Les Roms ont occupé divers terrains vagues en région lyonnaise avant d'en être évacués et poussés vers d'autres lieux, pour finir dans un méga entrepôt-bidonville sans hygiène à Villeurbanne, loin des centres urbains par peur

des agressions racistes. Les visas de tourisme qu'ils sont obligés d'aller chercher tous les trois mois en Roumanie ou dans les pays de l'ex-Yougoslavie ne leur donnent toujours pas droit au travail dans l'Hexagone. Depuis 2001, le président socialiste du Grand Lyon justifie la situation: « Des conditions d'accueil trop décentes créeraient un appel d'air pour les populations roms. » Pourtant, eau et électricité ne changeraient pas grand-chose à une vie se résumant à l'exclusion, au rejet et autres actes racistes vécus au quotidien.

La violence raciste en recrudescence en France

Le dernier rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme rappelle que les actes racistes et antisémites ont atteint des niveaux « exceptionnels et inquiétants » pour 2004-2005. Progression des violences et menaces de 132,5 %, passant de 833 à 1 565, dont près des 2/3 antisémites, multiplication des profanations de cimetières musulmans et juifs (65). Même constat en milieu scolaire (+ 12 %), avec un racisme antimaghrebín qui culmine à un niveau jamais atteint jusque-là. Un autre rapport souligne les difficultés liées au recrutement des personnes portant un nom



à consonance étrangère, qui se confirme en témoignage en témoignage. Comment, dans ce cas, ne pas parler de racisme et de double ségrégation, et comment espérer que la révolte s'exprime autrement que par une violence non sélective?

Mesures anti-émeutes

Durant ce que les journalistes ont appelé « les émeutes », plusieurs articles ou reportages à sensation ont été diffusés à grand renfort de discours et de photos subliminales, mettant en scène des « hordes de barbares » brûlant le bien d'aussi pauvres qu'eux, malgré la courageuse et angélique intervention de la police d'État, venue au secours des veuves et des orphelins des banlieues de grandes villes fran-

çaises. Pendant ce temps, deux députés UMP déposaient un amendement visant à durcir les mesures anti-émeutes.

D'une part, le texte tend à « sanctionner les voies de faits, blessures, destructions ou dégradations de biens commises dans le cadre d'attroupements, à incriminer ceux qui les auront provoquées, facilitées ou cautionnées ». Du jamais vu depuis l'instauration du couvre-feu durant la guerre d'Algérie. Désormais, « le simple fait de ne pas quitter spontanément un attroupement susceptible de troubler l'ordre public dès la première sommation, constitue une infraction ». D'autre part, la proposition envisage d'autoriser « les policiers à se servir de leurs armes quand leur intégrité physique ou celle des personnes et des lieux sous leur protection sont menacés ». Enfin, si cela continuait, l'Intérieur pourrait rétablir la censure de la presse! Autrement dit, comment mieux créer, de toutes pièces, une atmosphère de guerre civile? Voilà la réponse des politiques à l'exclusion des jeunes et moins jeunes des banlieues.

Seul souci des capitalistes : combien ça coûte ?

Les économistes, assureurs en tête, se sont empressés de réagir sur ce problème social, sous leur angle unique, c'est-à-dire se demander dans les Échos du jour à combien sont estimés les dégâts matériels et qui remboursera les 7 millions d'euros pour les collectivités locales et les 3 500 véhicules particuliers incendiés, eux ou l'État? Quelle délicatesse! Les assureurs ont d'ores et déjà annoncé l'augmentation des primes d'assurances pour les voitures déclarées « en fonction des lieux d'habitat des assurés ». Autrement dit, les pauvres paieront plus cher, parce que habitant des coins « à risques » tandis que les riches, logique, paieront moins : au Vésinet ou à Maisons-Laffite, les émeutes sont moins courantes, et le beau monde jouit de garages individuels, protégés aux rayons X. Comme je me méfie du nouveau texte, je ne ferai pas d'appel à l'émeute équitable. Je ne conseillerai pas aux jeunes des banlieues pauvres d'aller se servir à la source chez les riches, de se politiser, d'éviter tout recours religieux, afin de prendre exemple sur d'autres pauvres qui l'ont fait avant eux, dans les mêmes circonstances, en 1789, 1830, 1848 ou 1871 : aller foutre la merde aux palais et palaces.

Quoique, une petite piqure de rappel pour fêter l'intronisation du siècle nouveau...

Patrick Schindler

Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

Palestine

Action de solidarité



DANS LES ANNÉES 1959-1962, des jeunes gens, réfractaires à la guerre d'Algérie, ont mené collectivement une action de désobéissance civile et refusé de partir faire cette guerre. Volontaires pour un service civil sous contrôle international sur les lieux mêmes du conflit, ils ont participé en France, en milieu maghrébin, à des chantiers de paix avant d'être arrêtés et condamnés à la prison par les tribunaux militaires. Quelque quarante plus tard, ils se sont retrouvés sur le Causse noir en 2003 et certains d'entre eux ont désiré alors s'engager dans un nouveau combat.

Solidaires du peuple palestinien en situation de colonisation comme des refuzniks dont ils se sentent proches, ils ont désiré manifester concrètement cette solidarité et, pour cela, six d'entre eux sont partis, accompagnés de deux compagnes, dont moi-même, au mois d'avril 2005, pour terminer la reconstruction de la maison de Salim et Arabiya Shawamreh, Palestiniens, maison quatre fois détruite sur ordre du département du ministère de la Défense israélien et cinq fois reconstruite par les militants de l'ICAHN (comité israélien contre les démolitions de maisons) qui font de cette reconstruction une méthode de résistance non violente.

L'un des motifs de démolition des maisons palestiniennes, le principal, est le défaut de permis de construire et donc l'illégalité de leur construction. Ce permis est cependant pratiquement impossible à obtenir: Salim et Arabiya Shawamreh, propriétaires d'un terrain à Anata, l'ont demandé à trois reprises, ont payé à cette fin (5000 \$) et, devant les refus

successifs, ont fini par construire leur maison: en 1998, ils en ont été brutalement expulsés, avec leurs six enfants. Après la quatrième démolition, la Cour suprême a finalement suspendu le dernier ordre de démolition mais il est interdit d'y habiter! C'est pourquoi l'ICAHN en a fait un centre d'accueil et de rencontres, une maison de la paix.

Le travail consistait à finir les aménagements de la maison, déjà reconstruite par l'ICAHN et à améliorer les abords: plomberie, électricité, carrelage, peinture, meubles de rangement. En juillet, des bénévoles étrangers devaient, en effet, y loger afin de reconstruire d'autres maisons palestiniennes ainsi détruites. Salim et Ahmed en permanence, des refuzniks et quelques Palestiniens, par intermittence, ont travaillé avec nous, occasion d'échanges et de rencontres.

« Beit Arabiya » (la maison d'Arabiya), dédiée à Rachel Corrie (Américaine) et Noha Sweedan (Palestinienne), jeunes femmes tuées lors de la destruction de maisons, est un symbole positif de résistance dans un environnement désolé: au milieu de huit maisons détruites, elle fait face à une imposante et sinistre prison israélienne et domine l'emplacement du futur mur d'apartheid et d'annexion dont les travaux ont commencé dans la vallée, gigantesque blessure dans la terre.

Logés à Jérusalem-Est, nous nous rendions chaque jour à Anata, par des voies plus ou moins détournées selon le bon vouloir de l'armée israélienne et en passant par un check point avec son lot de brimades et humiliations.

Nous avons visité les camps de réfugiés de Shufat à Anata, d'Aïda à Bethléem, la colonie israélienne de Ma'ale Adumin et différents points du mur et avons rencontré des Israéliens et des organismes palestiniens qui nous ont permis de mieux nous immerger dans la réalité de l'oppression que subissent les Palestiniens. Le constat est désolant et pessimiste:

« Les Israéliens n'ont même plus de haine pour les Palestiniens, ils n'existent pas, ils sont transparents pour eux! » dit Jeff Halper, Américain israélien, responsable de l'ICAHN. « La sécurité est leur unique problème, pas l'occupation. Israël a toujours pratiqué la politique de l'enfermement, de l'étouffement et du grignotage, du fait accompli, de l'apartheid, au mépris des règles internationales, de la justice et du droit. La construction du mur, la multiplication des colonies selon un plan d'encercllement et les routes réservées aux Israéliens en sont les signes les plus visibles. Pas de paix sans justice et sans renonciation par Israël à l'occupation. Jusqu'à présent, peu de gestes significatifs dans ce sens par le gouvernement Sharon. Si rien de neuf ne se produit, la reprise de l'Intifada semble inévitable. »

Heureusement, signes d'espérance, nous avons rencontré des gens remarquables, des réalisations exceptionnelles. Notamment, les rencontres avec le docteur Salim Anati, responsable du Local Committee for Disabled and Rehabilitation du camp de réfugiés de Shufat et avec Abdelfattah Abu-Srouf responsable du centre culturel et de formation théâtrale Alrowwad du camp de réfugiés d'Aïda à Bethléem ont été des moments forts. Ils ont peu de moyens mais beaucoup de disponibilité et de générosité pour aider des enfants à s'épanouir. Leur travail est remarquable. Nous avons été impressionnés par la formidable énergie de ce peuple et sa capacité à reconstruire le tissu social constamment détruit par l'émiettement du territoire, les incursions sauvages de l'armée, la privation des droits élémentaires des individus et tout ce qu'implique une occupation omniprésente sur les territoires dans le règne de l'arbitraire.

Nous avons aussi participé à une manifestation dans le village de Bil'in, à l'ouest de Ramallah, qui résistait déjà depuis des mois à la construction du mur qui sépare les villageois de leurs terres. Manifestation unitaire et non violente de mouvements palestiniens, israéliens et des manifestants étrangers que je relaterai une prochaine fois.

Geneviève Coudrais

Belgique

Changer la société sans prendre le pouvoir

Interview de Mateo Alaluf, professeur à l'Université libre de Bruxelles. *Changer la société sans prendre le pouvoir. Syndicalisme d'action directe et renardisme en Belgique* est paru sous sa direction aux éditions Labor. Propos recueillis par Hertje du groupe Ici et Maintenant de Bruxelles.

En Belgique, le 28 octobre, la FGTB (syndicat socialiste), la CSC (syndicat chrétien) et CGSLB (syndicat libéral) ont imposé la grève générale, appuyée par une manifestation nationale de 100 000 personnes. Les syndicats s'opposent au « Pacte de solidarité entre les générations » décrété par le gouvernement et le patronat belges. Ce pseudo-pacte entend notamment repousser l'âge de la prépension à 60 ans et prolonger la durée de la carrière, sous prétexte de refinancer la Sécurité sociale.

Le Monde libertaire: Certains syndicalistes parlent aujourd'hui de « grève générale expropriatrice ». Cette idée est-elle encore d'actualité?

Mateo Alaluf: L'idée d'autonomie, d'action directe n'est pas un moment daté du syndicalisme révolutionnaire. C'est un trait culturel propre au mouvement ouvrier. De ce point de vue-là, la grève générale n'est pas une idée neuve et elle est un élément important et fort dont on peut voir des traces dans ce qui se passe pour l'instant. L'unité de vue dans la presse, dans les différents partis politiques est assez frappante: il faut allonger la vie professionnelle. Et on ne peut pas aller à l'encontre de cette idée, sinon on n'est pas « raisonnable ». Le déni des revendications des trois organisations syndicales est tellement fort que le débat qui a été abordé ne porte pas sur le pourquoi de la grève mais sur la légitimité de la grève. À la différence d'autres pays, nous avons une longue tradition de grève générale. Cependant, la Belgique a connu un syndicat-parti, avec le Parti ouvrier belge, qui a domestiqué la grève générale tout au long de son

histoire. Mais qui a néanmoins apporté des contreparties à la domestication.

Le Monde libertaire: Des délégués syndicaux demandent que les syndicats rompent avec les partis « frères ». Ce mot d'ordre a-t-il du sens?

Mateo Alaluf: La coopération entre syndicat et parti, entre FGTB et Parti socialiste, est finie depuis longtemps. Les relations entre eux se sont fortement modifiées depuis la Seconde Guerre mondiale. Et cela ne fait que s'approfondir. Sur ce point de vue, la demande de « rupture » est une formule toute faite. Dans ce cas-ci, le problème ne serait pas tant une « collusion » entre FGTB et PS qu'entre CSC et PS. Mais, lors de la première grève, il s'agissait d'accords circonstanciels.

Le Monde libertaire: Dirigeant des métallurgistes liégeois, André Renard (1911-1962) était-il favorable à la rupture entre syndicat et parti?

Mateo Alaluf: André Renard n'était pas pour une rupture mais pour une autonomie.





« Autonomie » ne signifie pas « être opposé » aux partis. Renard était lui-même lié au Parti socialiste, ce qu'il a défendu c'est l'indépendance du syndicat, c'est-à-dire l'action directe. Cela signifie qu'il n'y a pas de contact privilégié avec les partis. Mais la séparation doit être nette: interdiction de cumuler les mandats et autonomie d'action sont les points clés. Ces deux éléments sont toujours présents. Dans le mouvement actuel, on retrouve une tradition forte du syndicalisme révolutionnaire: la méfiance à l'égard du politique. Et certaines revendications ne peuvent exister que dans le champ syndical.

Le Monde libertaire: En août, Suez a lancé une OPA sur 49 % d'actions de l'électricien belge Electrabel que le géant français ne possédait pas encore. Fin juillet, la Région wallonne a vendu en cachette 25 % de ses parts dans le groupe sidérurgique Arcelor, alors qu'un des deux hauts fourneaux de la phase à chaud de Liège a déjà été fermé. Dans ces deux cas, des propositions de contrôle ouvrier ont été faites...

Mateo Alaluf: La vision des renardistes par rapport au secteur de l'énergie et de la sidérurgie, secteurs clés de l'économie, était le contrôle ouvrier. Ce qui passait par la cession d'abord, qui devait à son tour déboucher sur la socialisation des entreprises. Les renardistes imaginaient des réformes de structures, pour établir un pont entre les revendications à court terme des travailleurs et celles à long terme, il fallait selon eux une transition.

Le Monde libertaire: Nous sommes là face à une grande différence par rapport à la pensée anarchiste qui réclame un changement immédiat...

Mateo Alaluf: Le titre du livre évoque deux aspects. Tout d'abord, la tradition de l'action directe. Ne pas prendre le pouvoir d'État mais changer la société. Ensuite, l'opposition à la social-démocratie: les sociaux-démocrates

prennent le pouvoir sans changer la société. Là, il y a des points de convergence avec le syndicalisme révolutionnaire. Mais la vision d'André Renard était très différente de celle des libertaires. C'était une vision rationnelle, planificatrice, rationalisatrice. La pensée de Renard est un socialisme radical mais institutionnel.

Le Monde libertaire: La pensée de Renard est-elle encore d'actualité au sein de la FGTB, après sa mort?

Mateo Alaluf: La période durant laquelle le syndicalisme a été le maillon fort du socialisme correspond aux moments où André Renard était le plus influent sur la scène sociale [en 1944-1947 et en 1956-1964, ndlr]. Que des éléments de sa pensée soient restés, c'est évident: comme le fédéralisme ou des personnes proches de Renard qui ont joué un rôle dans les institutions politiques et dans la réforme de l'État. Le « renardisme » est toujours très présent dans la région de Liège, dans l'incompatibilité des mandats politiques et syndicaux par exemple. Cela nous semble évident aujourd'hui mais ce n'est pas le cas dans tous les pays. Cette incompatibilité a été une des choses les plus difficiles à imposer dans les congrès.

Le Monde libertaire: Peut-on tracer un parallèle entre la pensée de Renard et le mouvement altermondialiste actuel?

Mateo Alaluf: Encore une fois, le titre de l'ouvrage, *Changer la société sans prendre le pouvoir*, est un mot d'ordre altermondialiste. Le parallèle est très fort. C'est l'action directe. On a affaire à un mouvement social qui tient à définir ses stratégies et ses interventions de façon autonome par rapport au monde politique. Et ce mouvement rencontre les mêmes difficultés sociales que les renardistes. On retrouve également la méfiance à l'égard du politique, à travers le « non » lors des référendums sur le Traité constitutionnel. Le mouvement altermondialiste garde une distance par rapport au

champ politique institué. Il s'élabore à partir de ce que les gens réalisent concrètement au niveau local. Une autre similitude existe entre Attac et le renardisme: il y a d'une part la démocratie économique et d'autre part la démocratie politique (et la représentation politique protégée, selon Renard, du corporatisme. D'où l'importance de l'unité syndicale). Mais, en même temps, André Renard cherche à peser sur le parti. Il devait trouver lors des grèves de 1960 un groupe de pression pour peser sur la politique. Cela débouchera par la suite sur la création du Mouvement populaire wallon. Cependant, dans son chef, existe une sous-estimation du poids politique. De ce fait, Renard s'est trouvé limité dans son action.

Le Monde libertaire: Il y a chez Attac un partage des tâches. Les partis politiques remplissent leur rôle et le mouvement social un autre, distinct...

Mateo Alaluf: Aussi bien dans le renardisme que dans l'altermondialisme existe la volonté d'exercer une fonction politique, de peser sur le champ politique. Dans les deux cas, il n'y a pas du tout abandon de la dimension politique. En cela, Renard était très proche du syndicalisme révolutionnaire, pour qui le syndicat doit pouvoir assumer seul l'émancipation socio-économique mais aussi politique des travailleurs. Mais il a choisi de collaborer avec les partis parce qu'il a réalisé (en partie) quel était le poids politique.

« Nous devons cesser de rechercher au travers des alliances avec les tenants avérés du capitalisme les moyens de faire progresser le socialisme. Procéder de la sorte, c'est s'intégrer au capitalisme social et c'est assurer à ce dernier, par notre présence, une solidarité relative. La formule suivante pourrait, en conclusion, résumer notre pensée: "Tout entreprendre pour lutter contre l'intégration dans le régime."

La lutte contre l'intégration signifie que notre action doit être pensée en fonction uniquement de la nécessité de renverser la société capitaliste. Cette action doit être menée de façon à ce que chaque fois que l'occasion s'en présente, nous ouvrons une brèche dans le régime.

Nous souhaitons que le retour – car il ne s'agit en fait que d'un retour – à semblable conception assure le regroupement de toutes les forces socialistes. »

André Renard

Vers le socialisme par l'action, 1958.



Bonnes nouvelles d'Allain Leprest

Par le biais de son nouvel album
« Donne-moi de mes nouvelles »,
Allain Leprest nous donne enfin des siennes.
Rencontre, quelque part dans le XV^e, deux jours
avant qu'il ne remonte sur scène.

Propos recueillis
par Frédo Ladrissé

Le Monde libertaire : À écouter l'album, les nouvelles seraient plutôt bonnes.

Allain Leprest : Je sors un disque, je passe sur scène: je pourrais pas, faute de faire sourire, dire que je vais mal...

M.L. : Il t'est venu comment cet album, c'était une envie personnelle où on t'a un petit peu poussé?

A.L. : Tu sais, j'ai pas perdu mon temps pendant six ans, j'ai écrit pour d'autres interprètes, pour Francesca Solvi, pour Enzo Enzo, pour Romain Didier et pour d'autres amis. J'attendais pour ma part d'avoir quelque chose qui se tienne, qui puisse faire un album. Entre-temps, il y a eu les tournées aussi, on a pas décroché de la scène. Et puis, j'ai le sentiment qu'un chanteur n'a pas vocation à sortir un album tous les ans ou tous les deux ans, je pense qu'il doit le sortir par nécessité, quand il se sent mûr.

M.L. : Pour celui-là, tu as senti la nécessité?

A.L. : Oui. Parce que j'avais un ensemble de chansons qui me paraissait cohérent, et surtout il y avait une équipe qui s'était formée autour, une équipe musicale, avec toujours le fidèle Romain Didier, le guitariste Thierry Garcia, l'idée d'un quatuor... C'était un truc très pensé, et on avait le temps pour le faire, alors j'ai dit banco. C'était mûr.

M.L. : Le temps pour le faire, c'est-à-dire?

A.L. : Au prix des studios aujourd'hui on a eu de la chance, on a pu travailler pratiquement deux mois et demi. C'était du velours, vraiment. On s'est pas précipité, on a pris le temps de l'écouter. Il est rare, quand on fait un disque, qu'on demande l'avis de l'interprète. Souvent, on a tendance à le formater, à son insu. Et là, j'ai eu voix au chapitre. C'est toujours agréable

de ne pas être traité comme une machine à chanter.

M.L. : Tu n'avais jamais eu ce confort-là avant?

A.L. : C'est-à-dire que le handicap du chanteur qui ne connaît pas la musique, c'est que souvent on le met devant le fait accompli, les arrangements sont faits, il rentre en studio et on lui dit: « Chante! » Voilà. Sans le juger incompetent, on pense qu'il n'aura pas un avis de professionnel sur son travail. Je n'ai pas été traité comme ça partout, mais enfin il est arrivé que je me retrouve devant un de mes disques, déçu. Et il est difficile de défendre un disque dont on n'est pas tout à fait le père entier.

M.L. : Dans l'album que tu viens de sortir, on retrouve un univers qui nous est familier. Mais aussi, on découvre des atmosphères nouvelles, au final un curieux mélange entre une amertume assumée et, aussi, une sorte d'apaisement.

A.L. : C'est peut-être la cinquantaine, on a plus de recul. Je suis loin des tumultes de l'adolescence, même si je la regarde avec mélancolie. On est de plain-pied dans son âge, on l'assume, on a la distance. On a un peu plus d'humour. Oui, cet album est moins plombé. La musique y est pour beaucoup, les orchestrations... À part « Le chagrin », que j'ai écrit il y a longtemps, toutes les autres sont des chansons qu'on ne peut écrire qu'à cinquante ans, avec le clin d'œil qu'il faut. Aussi je me suis amusé à faire ce disque, pas de stress, je voulais quelque chose qui soit assez maniable musicalement, assez léger, et puis qui reste dans l'urgence que je peux avoir, à chaque fois, de raconter ma petite histoire.

M.L. : On retrouve avec plaisir un certain nombre de personnages, de lieux, la barmaid d'Omaha beach... Là aussi, c'est apaisé, tu





retournes tranquillement finir ton « glass » au bar, vingt ans après. En plus, quand tu teules un 4-2-1 il ne te manque même plus un as.

A.L. : Je crois qu'il doit y avoir trois chansons où je parle de 4-2-1 ratés, et là j'ai eu la prétention de le réussir... Ça veut dire que la page est tournée, en quelque sorte. Je me suis beaucoup amusé à écrire cette chanson-là, sans gravité. Ce même mec qui avait dit: « Y'a rien qui se passe... »!

M.L. : C'est un con, ce mec?

A.L. : ... Ce qui est sûr, c'est qu'en vingt ans, finalement, y'a plein de choses qui se passent.

M.L. : Ce mec, il est moins con maintenant?

A.L. : C'est une autre forme de connerie, c'est une connerie plus mûre!

M.L. : Dans cet album on note aussi moins de références au communisme, à part le « drapau coco ».

A.L. : Là encore, c'est de la distance. Tu sais, avec ma chanson « sacré coco », je me suis fait souvent engueulé par les « camarades », pour la peinture que j'avais faite, alors que c'était pas une peinture, c'était un type réel et que j'aimais beaucoup, qui était un bon vivant. Bon, certains m'ont dit ouais, mais, tu vois, cette image, ça va pas, quoi. Mais moi je n'imagine pas la chanson comme une tribune, je peux m'en servir, par exemple, contre les ennemis de classe, mais bon, la chanson engagée, je ne pense pas que ça ait un véritable sens. Engagé, dégage derrière les oreilles... Tu peux bien sûr dire ce que tu vois, mais sans pour autant délivrer un message formaté, en kit, kit à tout prendre... Ça doit laisser des ouvertures, une chanson, et des moments de réflexion, et de contradiction aussi. Je les sens bien, chez moi, les moments de contradiction...

M.L. : C'est l'éternel problème de l'art engagé, ou pas. Qu'on parle de chanson ou de toute autre forme d'expression. Qu'est-ce qui est engagé, au final?

A.L. : Oui, je pense par exemple que la chanson qui ne dit rien, et qui a la volonté de ne

rien dire, d'aseptiser les choses, c'est de la chanson engagée. La chanson vide, la chanson Star Ac', la chanson de décervelage, c'est de la chanson engagée! Ceci dit, attention, il y a des chansons légères qui sont très belles, elles courent de Trenet à Higelin, en passant par Souchon, en passant par Gainsbourg. C'est la chanson d'humour, la chanson de courtoisie, cette chanson-là est importante. À condition qu'elle soit bien faite, qu'elle porte un sens, ou un non-sens, qu'elle soit une vraie création. Mais la chanson qui se sait conne, et qu'on destine à des gens qu'on croit cons, ça, c'est odieux.

M.L. : En parlant de chanson légère, tu cites Trenet, Higelin et d'autres, mais pas Vincent Deller ou Bénabar. Tu en penses quoi, de la nouvelle génération?

A.L. : D'abord, ce n'est pas une nouvelle génération. On parle de gens qui travaillaient déjà depuis longtemps avant que les médias et les grosses boîtes de production fassent mine de les découvrir. Pour la plupart, ils ont (ou elles ont: je pense notamment à Cherhal, côté femme) vingt ans de métier derrière. Bon, malgré quelques réticences, j'aime bien ce mouvement-là, avec Loïc Lantoine surtout, la rue Kétanou, Mon côté punk, tous ces gens-là... D'abord dans leur manière de pratiquer le métier, pourvu que les petits cochons les mangent pas, ce sont quand même des gens qui sortent la poubelle le dimanche matin, qui ont un regard, quelque chose de neuf. Et puis aussi le métier a fonctionné longtemps avec des gens qui ont, quoi maintenant? Soixante ans? Alors le métier s'aperçoit qu'il est temps de se renouveler. Bon, moi j'appartiens à une génération qui a morflé. On est des quinquennaires. Des coin-coin, quoi. Les producteurs, nous, on ne les intéressaient pas. Alors, maintenant, pour se rattraper, ils sont obligés d'aller au charbon. D'aller voir les spectacles, de sortir de leurs bureaux, parce qu'il faut renouveler le vivier sinon ils vont se retrouver à sec. D'ailleurs, à un moment donné, ils se sont retrouvés à sec.

M.L. : On sent un peu d'amertume.

A.L. : Peut-être, quand je pense à certains collègues, amis de ce métier, qui ont carrément posé les gaules. Qui ont abandonné, parce qu'il y avait plus moyen de moyennier, pour eux, qu'il y avait plus de regards sur eux, plus d'issues, plus de scènes. Je pense à d'énormes talents, je ne veux pas dire des noms, moi je ne les ai pas oubliés, plein de gens les ont pas oubliés, mais malheureusement ils ne les retrouveront plus. L'amertume, elle est là.

M.L. : Comment se fait-il alors que Leprest ait « survécu »?

A.L. : Peut-être que j'ai été un petit peu plus têtù, et j'ai eu de la chance, aussi. C'est quoi, la chance? Être bien entouré, pas trop écouter les

sirènes, jamais sortir dans les pince-fesse, jamais me faire appeler coco sauf par ceux que j'aimais bien, ceux, tu sais, qui changent de trottoir dès que ta carrière est un peu dans la vase... Je défends toujours mon statut de plus inconnu des chanteurs connus, et quand on me demande si ça me gêne d'être un chanteur pas connu, je dis qu'il vaut mieux être pas connu plutôt que plus connu. Y'a rien de plus difficile que de regrimer les marches.

M.L. : On a le sentiment que ce milieu, le milieu de la chanson, ne t'intéresse pas tellement.

A.L. : Si, ça m'intéresse, dans le sens où quand j'ai décidé de faire ce métier, je me suis aperçu qu'il avait ses exigences, et comme c'était vraiment le métier que je voulais faire, comme mon père, par exemple, qui voulait être menuisier, mais qui n'a pas pu faute de la guerre, bon, moi je me suis dit: je vais faire ce métier-là, et puis si ça échoue j'aurai pas de regrets. Et il s'est trouvé que, bon an mal an, j'ai réussi à en vivre. Alors, j'ai aucune raison de cracher dans la soupe. J'en veux beaucoup à ceux qui ont fait du mal aux autres, mais moi, personnellement, vu le milieu tel qu'il est maintenant, je m'estime, quand même, assez privilégié. Peut-être que je l'ai construit, peut-être que ça vient de mes origines, mais j'ai toujours placé mon orgueil à vouloir réussir quelque chose à ma guise. Sans qu'on me prenne en main. En collaboration avec quelqu'un, oui. Mais sinon... Ni dieu ni maître, ni contremaître!

M.L. : Quand Agnès Bihl déclare que c'est après t'avoir vu sur scène qu'elle a décidé de devenir chanteuse, que le soir même elle a écrit sa première chanson, ça te fait quel effet?

A.L. : Forcément, ça m'émeut beaucoup. C'est une histoire de transmission. Moi, si j'avais pas entendu Tachan j'aurai jamais fait le saut, j'aurai jamais sauté dans un train, avec ma petite famille, comme il m'y a poussé. On se fait toujours passer un relais, dans sa course. Je suis ravi d'être un relais, je veux dire, sans jouer les papys, si on a au moins fait ça, c'est bien. En plus, quand j'écoute Agnès, c'est une écriture de femme, c'est une écriture très caustique, très drôle aussi, on ne sent pas une influence...

M.L. : Elle n'a pas essayé de faire du Leprest au féminin.

A.L. : Oui, pareil chez Loïc Lantoine, par exemple. Il y a, entre eux et moi, cette idée qu'on ne range pas les gens dans des tiroirs, en fonction de leur âge, en fonction de leurs styles. Et ça, c'est quelque chose qu'on a vu émerger, qui est assez nouveau. Donc, voilà, cette génération arrive, et c'est tant mieux que les gens s'y précipitent, ça veut dire tout simplement que les majors se sont plantées pendant un temps. Maintenant, cette

généra
conqu
médie,
qu'on
pied
alors o
tonom
[direct
qui so
deman

M.L. :

A.L. : C
de fair
toute s
billé, q
te vont
cas, qu
voyaie
rière, o
sites. E
dangere
pendan
Lipp, à
à qui i
rance,
font vi
qu'ils s
se fait
table, a
tu leur
de Flo
gens q
public,
leur pa
gens-là
retourn
nais!

M.L. : un gui
scène. T

A.L. : F
les autr
qui pla
choses



génération, il faut qu'elle profite du terrain conquis, il faut qu'elle s'installe, qu'elle se mêle, énormément, de ce système-là. Tant qu'on peut garder un pied dans la marge, un pied dans le caniveau et un autre sur le trottoir, alors on peut se réserver un maximum d'autonomie. Sachant qu'aujourd'hui c'est le DA [directeur artistique] et les maisons de disques qui sont en position de faiblesse. Et qui sont demandeuses.

M.L. : Le rapport de force a changé?

A.L. : Oui, je pense. Ce qui permet maintenant de faire ce métier en gardant... j'allais dire, toute sa dignité. Parce que quand on te déshabilite, qu'on te rhabille dans des habits qui ne te vont pas, c'est perdre de soi-même. En tout cas, quand on voit la valse des DA, qui se voyaient vraiment comme des faiseurs de carrière, on s'aperçoit que ce sont eux les parasites. Et que ce sont eux qui sont les plus en danger aujourd'hui. Ces gens, qu'on a pas vu pendant vingt ans ailleurs qu'à la brasserie Lipp, à discuter entre eux, à lever des minettes à qui ils faisaient faire un disque sans espérance, aujourd'hui ils ont le feu au cul, ils se font virer comme les petits cadres moyens qu'ils sont. On les somme de descendre là où se fait la chanson, au Limonaire, au Connétable, au Picardie, dans les caves. Mais quand tu leur parles de Monsieur Poli, de Paul Cadet, de Florent Vitrignier et plein d'autres, des gens qui tournent depuis dix ans, qui ont un public, qui ont déjà produit, eh bien quand tu leur parles de ça, tu as le sentiment que ces gens-là... sont pas à leur place. Faut qu'ils retournent derrière un guichet du Crédit lyonnais!

M.L. : Toi, dans deux jours, c'est pas derrière un guichet que tu vas te retrouver, mais sur scène. Tu te sens comment?

A.L. : Heureux, précisément. Je retourne vers les autres avec, je l'espère, un paquet-cadeau qui plaira, et plein de choses à dire. Pas des choses tellement nouvelles, mais peut-être une



manière différente de les dire. Et puis toujours l'envie de serrer des mains, quoi.

M.L. : Pour toi la scène c'est important, où tu pourrais te contenter par exemple d'écrire des textes pour les autres?

A.L. : Ce serait un retour en arrière! Quand je suis arrivé à Paris, j'avais vu des cadors et je pensais que moi, chanter, j'y arriverai jamais. Je connaissais pas de musiciens, je jouais quatre accords de guitare, j'étais sapé comme Colombo... Je voulais être parolier, mais je n'arrivais pas à placer mes chansons. Alors des gens comme Tachan m'ont poussé à chanter: j'ai chanté malgré moi, en somme... Maintenant, je suis vraiment heureux de le faire. Toujours avec la même anxiété, toujours avec le même trac, mais heureux, réellement. Ceci dit, je le suis aussi quand j'écris pour certaines personnes. Quand une dame, une amie, une sœur, comme Francesca Solvi me demande une chanson je lui dis non: tout un disque! C'est d'ailleurs ce qu'on a fait, avec l'ami Pierron.

M.L. : Tu as envie qu'il se passe quoi, après-demain, quand tu seras sur scène?

A.L. : J'ai envie que tous les gens qui ont misé sur moi, et parfois désespéré de moi, puissent me compter parmi ceux qui marchent toujours à leur côté. Malgré certaines rumeurs, souvent insidieuses, qui me cantonnent dans un univers un peu glauque, je suis quelqu'un qui se bat. Je suis quelqu'un qui marche. J'aimerais que ça transparaisse. Et si je marche, si je me bats, c'est au côté des autres. Bien évidemment.

M.L. : Que sont devenus Pantin et Pantine?? Ils ont grandi, j'imagine?

A.L. : Oui. Ils ont vécu dix ans un peu en léthargie, et puis là ils viennent d'être repris par Harmundia Mundi, avec une nouvelle jaquette, une dessinatrice nouvelle. Ils continuent de parcourir les écoles, d'être montés dans des classes de soutien ou des conservatoires, ils sont toujours en vie. Je suis fier d'eux, c'est un beau travail, même si c'est pas à moi de le dire. Et de les voir qui ressuscitent, c'est vraiment un plaisir. Pantin pantine, pas morts!

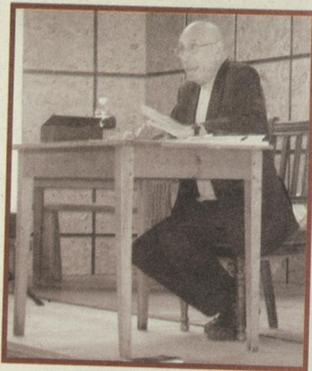
1. Titre d'une chanson de l'album «Ton cul est rond» (1995).

2. Titre d'un spectacle musical écrit par Lipp et Romain Didier.

« Donne-moi de mes nouvelles », Alain Lipp, Tacet/Mosaic music, 21,50 euros. Disponible à Publico, 145, rue Amelot, Paris 11^e.

On rencontre Lipp, puis on va le voir en concert. On se dit alors, après d'autres, que Léo et grand Jacques et l'ami Georges disparus, il reste lui, Allain. Un énorme morceau. Sur scène, on le sent tout petit (il en joue). A-t-il cinquante ans ou huit ans et demi? Les deux, en général. La salle est attentive, à la limite dirons-nous de la fébrilité, ce n'est pas tous les jours qu'on peut voir Allain dans ses œuvres, et nous sommes quelques milliers, ce n'est pas rien, à le regretter. D'emblée, la mesure est donnée. Lipp ouvre sur la chanson éponyme de son dernier album, puis c'est un mélange bien dosé de compositions nouvelles et anciennes. On regrette l'absence de celle-ci, on se réjouit qu'il reprenne celle-là... On imagine, surtout, la difficulté à choisir dans un répertoire de trente ans, dans, quoi? Près de quatre-vingt chansons? On pleure un peu (inévitable), on se marre plus souvent. Au final, bien évidemment, la salle est debout, et réclame. Deux rappels c'est rien, c'est trop peu, il nous en faut un autre, puis un autre encore, s'il te plaît, nous ne partirons pas. Nous partons cependant, quand les douces lumières du théâtre Silvia Monfort se rallument progressivement. Ensuite, c'est croiser à la sortie une vieille copine, une de celles qui, il y a cinq ans, enterraient sans remords Lipp (« Il a plus de voix, il fume trop, il a des trous de mémoire, il est fini, cramé »), et ne pas pouvoir s'empêcher de l'enterrer, elle, d'une phrase: « Tu as vu comme il est en forme? – Oh oui alors », répond la comie. Au final, se dire que c'est encore sur scène et face à un micro qu'Allain hurle au mieux: Lipp pas mort!

Manifeste pour une vieillesse ardente



POUR TOUS CEUX ET CELLES qui n'osent prononcer le mot « vieux » à voix haute, ce petit livre captivant est à lire de toute urgence. Quand ils le refermeront, la vieillesse leur apparaîtra comme un fascinant territoire d'exploration, de découverte, de lutte, de jouissance et de vie; et tous ces « Vieux, Vieilles » – termes « un peu méprisants et condescendants », selon le dictionnaire – se dresseront désormais devant eux, métamorphosés par la plume étincelante et jubilatoire de Roger Dadoun en superbes et réjouissants *Viellards* et *Viellardes*, tels les combattants emblématiques de notre lutte à tous pour la concrétisation de nos utopies.

Non, les *Vieux* et *Vieilles* de ce *Manifeste* ne sont pas un morne troupeau de « personnes âgées », de « 3^e âge » ternes, tristes, vaguement acariâtres, n'ayant en tête (pour ceux qui ne l'ont pas perdue) que la prolongation d'un corps usé – hommes et femmes anonymes sans autre projet de vie que l'attente de leur disparition, objets de compassion, de statistiques et d'études de marchés médicaux. Surgissent ici des hommes et des femmes bien vivants, un foisonnement d'individualités multiples, en construction permanente, accumulant connaissances et expériences, et surtout: luttant! Luttant contre la désintégration physique, la dévalorisation sociale, la perte progressive de leurs proches, de leurs amis, le poids du temps qui passe, luttant avec toute l'énergie de leurs désirs, de leurs passions, luttant comme tout *Homme* en proie à l'éternelle gymnastique de son acrobatique rapport au monde, aux autres et à lui-même – exercice que la vieillesse rend plus périlleux encore...

Vieux, Vieilles, ces hommes et femmes à la capacité créatrice souvent stupéfiante? Au fil d'une magistrale *Octogénaire Anthologie*, Roger Dadoun nous démontre combien est mal fondé le dédain envers les « œuvres de vieillesse » de nos grands penseurs ou artistes, souvent négligées, sinon traitées comme d'ultimes radotages incohérents. C'est à quatre-vingt-trois ans que Freud publia l'*Homme Moïse* et la Religion monothéiste, peut-être le plus audacieux de ses ouvrages. Son disciple C. G. Jung acheva son autobiographie à quatre-vingt-sept ans. Au même âge, cinq ans avant sa mort, Picasso peignait la célèbre série d'eaux-fortes érotiques de « Raphaël et la Fornarina ». Ingres,

lui, n'avait que quatre-vingt-deux ans quand il composa son *Bain turc*; et Monet, « de plus en plus enragé à peindre », poursuivit ses « *Nymphéas* » jusqu'à sa mort, à quatre-vingt-six ans...

Citons encore, dans le monde de la philosophie, de la littérature, de la psychanalyse et de l'anthropologie: Bachelard, Chateaubriand¹, Hugo, Erich Fromm, Marcuse, Bettelheim, Mélanie Klein, Marie Bonaparte, Hélène Deutsch; ou, dans celui de l'art, Marcel Duchamp, Matisse, Bonnard, Hokusai, Michel-Ange, Le Titien...²

Pour reprendre la phrase de Deleuze et de Guattari: « Il est des cas où la vieillesse donne, non pas une éternelle jeunesse, mais au contraire une souveraine liberté. »³ Le mouvement anarchiste lui-même n'abonde-t-il pas en compagnons et compagnes illustrant cette affirmation!

Côté sexualité, Roger Dadoun nous offre une galerie réjouissante de vieux et de vieilles pleins d'ardeur... et de verteur, depuis les *Viellards* et *Viellardes* bibliques, gaillards octogénaires – ou plus – à la fécondité miraculeuse; à Victor Hugo, dont il revisite pour nous un *Booz endormi* en plein songe érotique; à Urgèle, l'amante de quatre-vingts ans du *Nouveau Monde amoureux* de Fourier; ou à cette contemporaine *Viellarde* épanouie depuis son premier orgasme à soixante-seize ans.

Mais la vieillesse n'est pas qu'amour, liberté, créativité. « Je suis vieux, je suis vieille. C'est l'horreur... » Détresse, naufrage... Il est « éreintant », pour les Vieux et les Vieilles « acculés à la lutte », – vaincus parfois: tels ces Vieux agrippés aux restes de leur passé, déchus, malmenés, mal aimés, comme le roi Lear agonisant rejeté par ses filles: « Puisque vous êtes vieux, restez-le! » Les *Vieux Sages* ne sont pas légion, et, dans sa revue des *Viellards* archétypiques, Roger Dadoun a préféré laisser tranquille la Vieille Sorcière...

« La vieillesse, c'est la lutte finale », un combat à mener sans relâche, avec constance et vigilance. La personne âgée, affaiblie, agressive, « assiégée » de l'intérieur et de l'extérieur, a besoin de se réaffirmer elle-même, de se préserver, de faire en permanence la relecture de son vécu antérieur, bref: de continuer à se construire. C'est pourquoi Roger Dadoun préconise le développement d'une « psychanalyse du grand âge », d'une gérontanalyse qui élargirait le champ théorique d'une psychanalyse plutôt orientée sur l'enfance que sur la vie dans sa durée, et qui répondrait aux besoins de la personne âgée.

Quoi qu'il en soit, « le salut ne peut venir que de soi, du cœur même de la vieillesse ». Il faut savoir vieillir... et, pour cela, aux Vieux, aux Vieilles comme à nous tous, Roger Dadoun rappelle la superbe phrase de Fernand Pelloutier: « Nous sommes... les amants passionnés de la culture de soi-même. » Se cultiver soi-même, construire et reconstruire son soi avec passion, créer, lutter – sans oublier la jouissance...! –, voilà le secret d'une vieillesse violente et ardente.

Marielle Giraud

1. François-René de Chateaubriand, bien sûr, et non pas Alphonse de Chateaubriant, cet hitlériomaniaque du 3^e âge, condamné à mort par contumace à la Libération, lamentable coquille de l'éditeur dans les Références bibliographiques.

2. Nous leur joindrions volontiers le sculpteur Maillol, qui, à plus de quatre-vingt-deux ans, dessinait et sculptait avec frénésie.

3. Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Qu'est-ce que la philosophie?*, éditions de Minuit, 1991.

4. Rappelons que ce livre prolonge une intervention de Roger Dadoun lors des 6^es Rencontres Liber Terre de Bieuzy-les-Eaux (automne 2004) dont le thème était: « Vieillir sans entraves ». Citons aussi cette autre amie de Liber Terre, souvent venue à Bieuzy: l'écrivaine Françoise d'Aubonne, illustre *Viellarde* s'il en fût, à l'inspiration inépuisable, qui ne lâcha la plume – et quelle plume! – qu'à sa mort, en août dernier, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Roger Dadoun, *Manifeste pour une vieillesse ardente*, Zulma, 2005, 176 p., 10 euros. Disponible à Publico.



ICI L'OMBRE

CHRONIQUES ALTERNATIVES

Cellule X/ Ethnopaïres

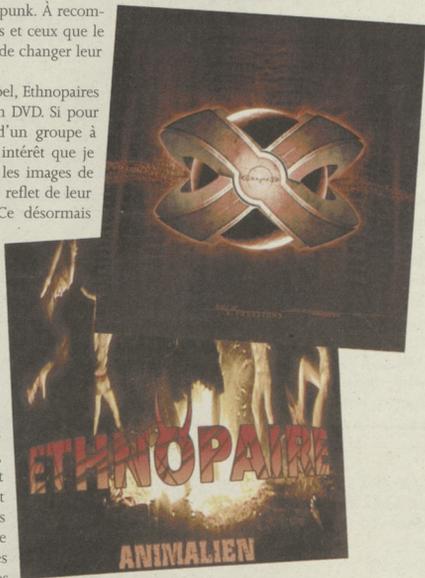
ET OUI, ON REPARLE encore ici des productions de Folklore de la zone mondiale, mais il y avait dans ces deux sorties deux raisons de trop pour ne pas en parler!

Certains connaissent Cellule X par leur morceau sur le travail (Trepalium) apparu sur diverses compilations. Cet album permettra donc de découvrir plus en profondeur ce groupe de hip-hop à mille lieues des bouffonneries du rap-business. À la fois proche de Assassin et de Calavera, Cellule X développe un rap minutieux, précis et tranchant comme un scalpel. De l'éducation au pouvoir, ce groupe tient un discours politiquement et clairement libertaire et qui sait éviter toute vision simpliste et réductrice de la situation économique et sociale actuelle. Au-delà du vrai talent d'écriture, les parties instrumentales sont également menées avec brio, ce qui ne gâche rien. Ce groupe est probablement une des choses les plus intéressantes du moment, tant par son album que dans sa démarche, qui renoue avec des pratiques alternatives que l'on retrouve habituellement plus souvent dans l'anarcho-punk. À recommander en particulier à celles et ceux que le rap n'attire pas trop, histoire de changer leur point de vue!

Toujours sur le même label, Ethnopaïres sort un CD accompagné d'un DVD. Si pour ma part il s'agit davantage d'un groupe à voir qu'à écouter, c'est avec intérêt que je me suis rabattu sur le DVD: les images de leurs concerts sont en effet le reflet de leur efficacité assez redoutable. Ce désormais trio, où officiait auparavant Lorant de Bérurier Noir, balance des rythmiques rapides et sauvages accompagnées de guitares saturées, apportant une bonne dose de rock à l'ensemble. Les vidéos diffusées sur scène (comme c'est le cas pour Cellule X lors de leurs concerts) apportent par les images un « discours » remplaçant la parole. En effet, c'est à la fois leur avantage et leur faiblesse, les chansons sont uniquement instrumentales (dommage, quand on a tant de choses à dire). Pas de textes donc, mais des références

visuelles qui donnent le ton de l'engagement certain de ce groupe. Tout ceci se confirme d'ailleurs par des interventions des trois membres du groupe sur ce DVD, chacun y allant de son « manifeste » politique et musical. Ethnopaïres y développe un discours sur l'autonomie de la musique et de la vie, évoquant les squats, le végétarisme... tout ça avec une sincérité issue de leur propre vécu (on verra d'ailleurs avec plaisir le logo « Rock Against Majors » devenu si rare de nos jours, trop de groupes « indépendants » ne l'étant que par défaut, car parfois prêts à aller du côté des majors companies si l'occasion s'en présentait...). Si toutefois tout ça ne vous touchait en rien, rabattez-vous alors sur les vidéos de toute une flopée de groupes allant du ska au punk le plus brutal: une série de clips réalisés par des groupes amis d'Ethnopaïres, tout ça avec une bonne dose d'humour.

L'ensemble devrait donc vous faire patienter d'ici la prochaine sortie du nouvel album/DVD de Bérurier Noir!



Blanc et rouge bruit

Il s'agit là de la feuille d'info de la Raïa, groupe punk (expérimental?) de la région parisienne. Autoproclamée « lettre dissidente et émerveillée », on pourrait préciser qu'elle parle des concerts du groupe mais aussi de tout ce qui peut passer à portée de mains et d'oreilles des membres de la Raïa. Complément indispensable à la musique de ce groupe... Pour la recevoir, envoyez un timbre à La Raïa, 1, rue André-Chénier, 78800 Houilles.

Opus compilateur

Tradsch Miouisc, label grenoblois, nous présente là une compilation à la fois sur support vinyle et sur CD. De quoi faire l'acquisition d'un bel objet musical (au design plutôt classe et pertinent) sans pour autant pleurer sur votre tourne-disque bêtement remisé. Ce label nous propose une sorte de tour d'horizon en terme de chanson, dans toutes sortes de déclinaisons possibles (allant parfois jusqu'à des tendances expérimentales): Fantazio, Pusse, Rageous Gratoons, Spartak Syrkus, etc. pour un résultat parfois surprenant, mais toujours intéressant. Comme c'est autodistribué, contactez directement Tradsch Miouisc: 15, rue G.-Jacquet, 38000 Grenoble /tradsch@free.fr/ 0689 106999

Botten eggs smells terrible

Le n° 13 de REST est plus qu'attractif, puisqu'on y trouve des interviews de Parabellum, de Guerilla Poubelle et bien d'autres, parmi lesquelles on retiendra le très long entretien avec l'auteur du fanzine *Chéri Bibi*. Outre le goût de ces deux rédacteurs pour l'écriture (un vrai petit régal à lire), on retrouve là une manière de mener les questions et de jouer avec les réponses malheureusement bien trop rare et d'autant plus plaisante. Rajoutons à ça une mise en page claire et agréable qui conviendra même aux lecteurs les moins habitués à lire des fanzines. Disponible pour 2 euros à Mundorama, BP 17, 12450 La Primaube/ mundorama@wanadoo.fr



Rebecca Gruel à la bibliothèque La Rue

Jusqu'au lundi 21 novembre, Rebecca Gruel expose ses peintures dans le cadre des portes ouvertes Anvers aux Abbesses et sortira à cette occasion un recueil sur la tragédie d'Hiroshima avec illustrations et textes de l'auteure, à la bibliothèque « La Rue » au 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e.
Illustration extraite du recueil.
« L'espace chavire un fleuve de pluie noire »

Pour le droit à la critique des religions

IL NE SE PASSE PLUS UN JOUR sans que les gardiens religieux du dogme, de tous les dogmes, veuillent interdire aux citoyens de ce pays d'avoir une libre expression sur les sujets de société.

Après les tentatives de l'AGRIF (création du Front national de Jean-Marie Le Pen et de Bernard Antony) de faire réprimer les critiques contre « l'identité chrétienne et française », les évêques catholiques français ont créé l'association Croyances et libertés.

Leurs objectifs sont clairs: interdire toute critique artistique et humoristique du culte catholique.

Leurs résultats: l'arrêt d'une campagne de publicité de Volkswagen moyennant une indemnité de 5 millions de francs. Une décision en première instance et en appel contre une publicité murale sur une féminisation du tableau de la Cène de Léonard de Vinci.

Les pressions de Croyances et libertés ont amené les responsables de Canal + à s'excuser sur un sketch des Guignols sur Benoît XVI et à ne pas le rediffuser dans la rétrospective du dimanche suivant.

Des responsables du judaïsme et de l'islam s'allient de concert pour accréditer l'idée que les religions, les ministres des cultes, leurs rites et leurs symboles exigent le respect et ne peuvent être tournés en dérision ni détournés à d'autres fins.

D'autres associations déposent plainte contre des professeurs lorsque des faits historiques relatifs à certaines religions sont évoqués en classe. On tente d'assimiler la critique des croyances religieuses ou leur dérision au délit de racisme. Devant la récente déferlante médiatique en matière d'idolâtrie papale, on est en droit de s'interroger aussi sur la liberté des journalistes à traiter de manière objective l'information.

La loi de séparation des Églises et de l'État du 9 décembre 1905 fait de la croyance religieuse et de l'athéisme une stricte affaire privée.

Comment pourrions-nous accepter, nous citoyens d'une République laïque, qu'il soit désormais interdit de porter une critique sur une religion ou d'une conception métaphysique, quelle qu'elle soit?

Force est de constater que le délit de blasphème, répandu dans de nombreux pays en Europe, est en train de s'imposer en France...

Réunion publique

Avec la participation de Bernard Teper, président de l'UFAL et Jocelyn Bézecourt, animateur du site atheisme.org

Vendredi 18 novembre 2005 à 20 heures, Bourse du travail de Saint-Denis, 9, rue Génin.

Métro: ligne 13 - station Porte-de-Paris
Contact: laïque-athees@voilà.fr

Erreur dans le Monde libertaire 1415

La semaine dernière nous vous présentions dans le Monde libertaire la librairie L'Autodidacte du groupe Proudhon de la Fédération anarchiste. Il s'avère que le numéro de téléphone de la librairie n'était pas le bon. Voici leurs véritables coordonnées:
L'Autodidacte, 5, rue Marulaz, 25000 Besançon.
Tél.: 03 81 82 14 94. Site internet: www.lautodidacte.org/

Radio libertaire

Mercredi 16 novembre

Blues en liberté de 10h30 à 12 heures, le blues et le nom des villes (première partie).
Femmes libres de 18h30 à 20h30, avec le Collectif national des droits des femmes à propos de la manif de nuit du 25 novembre et du débat « Alternatives féministes » des 10 et 11 décembre prochains.

Vendredi 18 novembre

Place aux fous de 13 heures à 14h30, Motorhead, Zao, Syl Sylvain, Bérurier Noir et les chroniques.

Jazz en liberté de 22h30 à 1 heure, chroniques exploratoires.

Dimanche 20 novembre

Désaxés de 20h30 à 22 heures, plateau commun entre les émissions de cinéma de Radio libertaire. Les animateurs de Chants / Contrechamps et Longtemps, je me suis couché de bonne heure viendront débattre ensemble de l'actualité cinématographique.

Lundi 21 novembre

Ondes de choc de 16 heures à 18 heures, Sandrine Charlemagne pour *Rêve d'une fille numide* et *Interruptus* de Danil Harms, poète victime de Staline.

Mardi 22 novembre

Pas de quartiers de 18 heures à 19h30 reçoit Alban Lefranc pour son roman *Attaques sur le chemin, le soir, dans la neige* où il est question de la bande à Baader et de Fassbinder... Tous à vos postes à galène!

Mercredi 30 novembre

Femmes libres de 18h30 à 20h30, droit d'asile et persécutions visant spécifiquement le droit des femmes, avec Claudie Lesselier et le GRAF (Groupe asile femmes).

89.4 MHz
en région parisienne
et
federation-anarchiste.org/fr/
dans le reste du monde

Jeudi 17 novembre

Paris 18^e

Jusqu'au lundi 21 novembre, Rebecca Gruel expose ses peintures à la bibliothèque La Rue, au 10, rue Robert-Planquette, M^o Anvers ou Blanche.

Saint-Pierre (17)

Projection du film *Le Malentendu colonial* de Jean-Marie Teno à 21 heures, suivi d'un débat sur le thème « La laïcité, parlons-en ! » organisé entre autres par le Collectif libertaire 17.

Vendredi 18 novembre

Rouen (76)

Le groupe de Rouen et le groupe lycéen-étudiant Soleil noir de la FA, la librairie libertaire l'Inscoumise, la CNT et le Scalp de Rouen vous invite à la Nuit de l'anarchie. Au menu, 3 concerts, buvette et tables de presse. À partir de 20 heures à la salle des Fêtes de Petit-Quevilly (banlieue de Rouen), avenue des alliés, métro Place-du-8-Mai. 8 euros (5 euros pour les chômeurs, précaires et étudiants).

Orly (94)

Élisabeth présente ses chansons intimes arrosées au vin libertaire de Reuilly (dégustation après le spectacle) à la salle de l'Orangerie, avenue Guy-Môquet, entrée à 6 euros. Nombre de places limité, réservations au 01 48 52 40 85.

Besançon (25)

Café polar: rencontre avec Jean-Jacques Rebour à 20h30 à la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Clapiers (34)

Soirée festive de réflexion sur la prison organisée par le centre Ascaso-Durutti. Projection du film *Censure* avec Charlie Bauer, Jean

Haffen et Yves Peyrat puis concert de solidarité avec les Malards ! À partir de 20 heures à la MJC de Clapiers (à 5 km de Montpellier).

Saint-Denis (93)

Le Groupe Henry-Poulaillé organise une réunion publique à 20 heures à la Bourse du travail sur le thème « Pour le droit à la critique des religions », avec comme intervenants Bernard Teper, président de l'UFAL et Jocelyn Bézecourt, animateur du site atheisme.org.

Ploërmel (56)

Le groupe libertaire René-Lochu organise à 20h30, à la salle des fêtes de Ploërmel, une réunion publique sur le thème « Défaites vos idées toutes faites sur l'anarchisme. »

Samedi 19 novembre

Bordeaux (33)

À 16 heures, dans le cadre de la décroissance, le Cercle Jean-Barrué de la FA organise une projection-débat, en présence de la réalisatrice, d'un film sur les paysans sans terre en Argentine, à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet (alibairie@lavache.com).

Paris 9^e

Projection-débat autour du film *Crise et troubles sociaux en Amérique latine: de la faillite argentine à la crise en Bolivie* en présence d'un membre de la FORA (section argentine de l'AIT) au 39, rue de la Tour-d'Auvergne à 15 heures.

Bordeaux (33)

Spectacle et repas scène libre au café-théâtre le Chat noir turbulent au 36, rue Sanche-de-Pomiers. Christian Leduc chantera en première partie, suivi d'un repas fermier et de la scène libre. 12 euros.

Paris 14^e

Projection-débat autour du film *La Fragile Armada* de Joani Hocquenghem et Jacques Kebedian sur la Marche de la dignité indienne en 2001 du Chiapas à Mexico, à l'Entrepôt, 79, rue Francis-de-Pressensé, les samedis 19 et 26 novembre à 16 heures.

Lundi 21 novembre

Paris 20^e

Spectacle collectif *La Commune n'est pas morte!*, chansons autour de la Commune de Paris et de sa mémoire. Avec Serge Utgé-Rayo, Francesca Solleville, Bruno Daraquy, Dominique Grange, Marc Ogeret et Natacha Ezdra. Au Vingtième Théâtre à 20 heures, 7, rue des Plâtrières, M^o Ménilmontant ou Gambetta. Réservations au 01 43 66 01 13.

Jeudi 24 novembre

Merlieux (02)

Le groupe Pierre-Kropotkine de la FA reçoit Ronald Creagh à 18 heures à la Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Débat: « Le temps des catastrophes: comment réagir? »

Samedi 26 novembre

Bordeaux (33)

À 19 heures, apéro-concert avec Carmina à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet (alibairie@lavache.com).

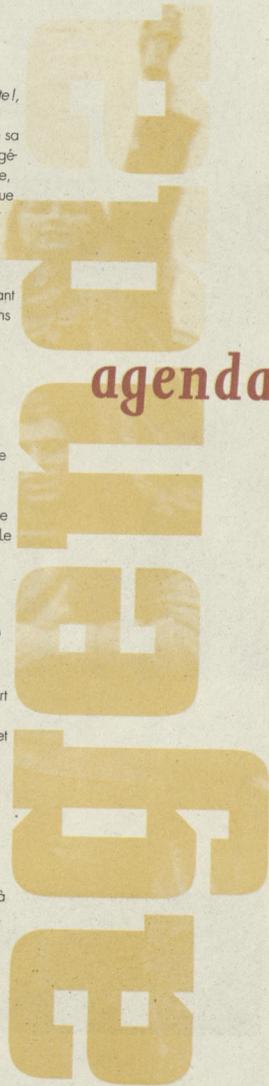
Chelles (77)

Le groupe Sacco et Vanzetti de la FA organise une réunion « Les rafles policières, de Papon à Sarkozy » avec M. Rajstus, à 20h30 au 1 bis, rue Émilie, près de la gare RER E.

Besançon (25)

Présentation des Éditions de la Cerisaie, les petites maisons d'édition aujourd'hui, à l'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

agenda





EN FRANCE 10,6% DE FEMMES



VIVENT SEULES AVEC LEURS ENFANTS



DANS LA PRÉCARITÉ



ET LA SOLITUDE.

*source Insee 2004 pour famille monoparentale (mère actives) FRANCE

Jouannetaud